

REVUE DES PROCÉDURES COLLECTIVES CIVILES ET COMMERCIALES

supplément à la revue de NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2019 - 34^e année - ISSN 1292-8216

SOUS LA DIRECTION DE :

Michel MENJUCQ

Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I - Panthéon-Sorbonne)

Philippe ROUSSEL GALLE

Professeur à l'université Paris

TABLES ANNUELLES 2019

TABLE DES AUTEURS (page 1)

INDEX ALPHABÉTIQUE GÉNÉRAL (page 12)

TABLE DE JURISPRUDENCE (page 22)

TABLE DES TEXTES (page 26)

TABLE DE DOCTRINE ADMINISTRATIVE (page 27)

TABLE DES FORMULES (page 28)

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
Alertes	n° 1 à 10
Études	n° 1 à 3
Commentaires	n° 1 à 25
Dossiers	n° 1 et 2
Table ronde	n° 1
Fiche pratique	n° 1

MARS

Repère	n° 2
Alertes	n° 11 à 18

Études	n° 4 à 6
Commentaires	n° 26 à 55
Dossiers	n° 3 à 9

MAI

Repère	n° 3
Alertes	n° 19 et 20
Études	n° 7 à 10
Commentaires	n° 56 à 99
Dossiers	n° 10 à 22
Table ronde	n° 2
Formule	n° 1

JUILLET

Repère	n° 4
Alertes	n° 21 à 24
Études	n° 11 à 13
Commentaires	n° 100 à 119
Dossiers	n° 23 à 37

SEPTEMBRE

Repère	n° 5
Alerte	n° 25
Études	n° 14 à 19
Commentaires	n° 120 à 153

Table ronde	n° 3
Formule	n° 3

NOVEMBRE

Repère	n° 6
Alertes	n° 0 à 27
Études	n° 20 à 25
Chronique	n° 1
Commentaires	n° 154 à 186
Dossiers	n° 38 à 46
Fiche pratique	n° 2

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

ALERTE

Janvier	n° 1 à 10
Mars	n° 11 à 18
Mai	n° 19 et 20
Juillet	n° 21 à 24
Septembre	n° 25
Novembre	n° 0 à 27

ÉTUDE

Janvier	n° 1 à 3
---------	----------

Mars	n° 4 à 6
Mai	n° 7 à 10
Juillet	n° 11 à 13
Septembre	n° 14 à 19
Novembre	n° 20 à 25

CHRONIQUE

Novembre	n° 1
----------	------

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 25
Mars	n° 26 à 55
Mai	n° 56 à 99
Juillet	n° 100 à 119
Septembre	n° 120 à 153
Novembre	n° 154 à 186

DOSSIER

Janvier	n° 1 et 2
---------	-----------

Mars	n° 3 à 9
Mai	n° 10 à 22
Juillet	n° 23 à 37
Novembre	n° 38 à 46

TABLE RONDE

Janvier	n° 1
Mai	n° 2
Septembre	n° 3

FICHE PRATIQUE

Janvier	n° 1
Novembre	n° 2

FORMULE

Mai	n° 1
Septembre	n° 3

Revue des procédures collectives civiles et commerciales

REVUE BIMESTRIELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Clémentine Kleitz
clementine.kleitz@lexisnexis.fr

Directeurs scientifiques :
Michel Menjucq
Agrégré des Facultés de droit
Professeur à l'École de droit de
la Sorbonne (Université Paris I)
Philippe Roussel Galle
Agrégré des Facultés de droit
Professeur à l'université Paris

Fondateur :
Bernard Soinne
Agrégré des Facultés de droit

Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
Tél. : 01 45 58 92 82
marie-france.bonneau@lexisnexis.fr

Chargée d'édition :
Lucie Landais
Tél. : 01 71 72 47 49
lucie.landais@lexisnexis.fr

Collaborateurs chargés de la
rédaction des chroniques :
Augustin Aynès, Gérard Blanc, Thierry
Bonneau, Nicolas Borga, Diane
Boustani, Pierre Cagnoli, Patrick Canet,

Adeline Cerati-Gauthier, Christophe
Delattre, Marie-Pierre Dumont-
Lefrand, Éric Étienne-Martin, Laurence
Fin-langer, Charles Gijsbers, Sophie
Gjidara-Decaix, Stéphane Gorrias,
David Jacotot, Christine Lebel, François
Legrand, Thomas Le Gueut, Valérie
Leloup-Thomas, Cécile Lisanti, Francine
Macorig-Venier, Arlette Martin-Serf,
Thomas Mastrullo, Michel Menjucq,
Marie-Hélène Monsérié-Bon, Françoise
Pérochon, Vincent Perruchot-Triboulet,
Florent Petit, Florence Reille, Blandine
Rolland, Philippe Roussel Galle,
Corinne Saint-Alary-Houin, Bernard
Saintourens, Bernard Soinne, Olivier
Staes, François Taquet, Régis Vabres,
Jocelyne Vallansan

Direction Marketing Opérationnel / Publicité
Caroline Spire
Responsable clientèle publicité
caroline.spire@lexisnexis.fr - 01 45 58 94 69
Catherine Thevin
Responsable du marketing opérationnel
catherine.thevin@lexisnexis.fr - 01 45 58
93 05

Abonnement annuel 2020
France métropolitaine : 627,92 € TTC
Prix de vente au numéro : 111,29 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 679,00 € HT
Prix de vente au numéro : 119,00 € HT
Offre spéciale étudiants :
<http://etudiant.lexisnexis.fr/>

www.lexisnexis.fr
Tél. : 01 71 72 47 70

Crédit photo : Gettyimages
(Photo - première de couv.)

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris

Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 0621 T 86597
Dépôt légal à parution

Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : P_{tot} = 0,01 kg / tonne



Frédéric ABITBOL, administrateur judiciaire, Abitbol & Rousselet

- La transposition de la directive sur les restructurations préventives : transformer notre droit sans renier nos principes ? (*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*) dossier 15 (mai)

Stephen ALMASEANU, magistrat, chef du pôle juridique de l'AGRASC

- L'impossible dispense d'inscription au bulletin n° 2 du casier judiciaire des sanctions personnelles prononcées par les tribunaux de commerce (*Sanction personnelle*) étude 18 (sept.)
- Un rappel bienvenu par la cour d'appel de Paris des conditions de l'extension de procédure pour fictivité ou confusion des patrimoines (*Extension de procédure*) étude 22 (nov.)

Lionel ANDREU, professeur agrégé des facultés de droit, université de Poitiers (ERDP1230)

- L'efficacité des sûretés réelles des créanciers publics (*Créanciers publics*) dossier 34 (juill.)

Thomas ANDRIEU, directeur des affaires civiles et du sceau

- La future transposition de la directive européenne sur l'insolvabilité (*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*) dossier 12 (mai)

Augustin AYNÈS, agrégé des facultés de droit, professeur à Paris XII (UPEC)

- Cautionnement et plan de sauvegarde : la caution personne morale reste tenue selon l'échéancier initialement convenu (*Cautionnement*) comm. 67 (mai)
- Effet de l'admission de la créance garantie dans la procédure collective du débiteur principal, sur le délai de prescription de l'action contre la caution (*Cautionnement*) comm. 68 (mai)

Gérard BLANC, professeur émérite à la faculté de droit et de science politique de l'université d'Aix-Marseille (AMU), membre du Centre de droit économique

- Action en nullité de la période suspecte : les personnes ayant qualité pour agir sont limitativement énumérées (*Qualité pour agir*) comm. 5 (janv.)
- L'action en nullité de la période suspecte peut être exercée tant que son titulaire reste en fonction (*Prescription de l'action en nullité*) comm. 6 (janv.)
- L'incompétence du tribunal doit être soulevée au bon moment (*Compétence du Tribunal*) comm. 7 (janv.)
- La fraude paulienne peut résulter de la seule connaissance par le débiteur du préjudice causé à son créancier (*Action paulienne*) comm. 8 (janv.)
- Donation effectuée en période suspecte (*Acte à titre gratuit [C. com., art. L. 632-1, I, 1°]*) comm. 9 (janv.)
- Notion d'acte à titre gratuit (*Acte à titre gratuit [C. com., art. L. 632-1, I, 1°]*) comm. 10 (janv.)
- Acte accompli après la cessation des paiements : absence de pouvoir d'appréciation du juge (*Acte à titre gratuit [C. com., art. L. 632-1, I, 1°]*) comm. 11 (janv.)
- Déclaration notariée d'insaisissabilité faite dans les 6 mois précédant la cessation des paiements : pouvoir d'appréciation du juge (*Acte à titre gratuit [C. com., art. L. 632-1, I, 1°]*) comm. 12 (janv.)
- Contrat de travail : nullité (*Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]*) comm. 13 (janv.)
- Contrat de travail : validité (*Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]*) comm. 14 (janv.)

- Remboursement anticipé d'un prêt (*Paiement de dettes non échues [C. com., art. L. 632-1, I, 3°]*) comm. 15 (janv.)

- Loi applicable à l'action révocatoire (*Action révocatoire*) comm. 16 (janv.)

Marie-France BONNEAU, rédacteur en chef de la Lettre Juris-Classeur Actualité des Procédures Collectives et de la Revue des Procédures Collectives

- Entreprises en difficulté et marchés publics : le juste équilibre (*Plan de redressement*) alerte 19 (mai)

Nicolas BORGA, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Jean Moulin-Lyon 3

- Incidence d'une fusion-absorption sur l'avertissement d'avoir à déclarer bénéficiaire aux titulaires d'une sûreté publiée (*Avertissement des créanciers*) comm. 131 (sept.)
- Nature de la déclaration de créance : le regard de la chambre criminelle (*Déclaration de créance*) comm. 133 (sept.)
- Résolution du plan et faculté de déclarer à nouveau sa créance (*Déclaration de créance*) comm. 134 (sept.)
- Étendue de la dispense d'avoir à justifier de son mandat offerte à l'avocat déclarant (*Déclaration de créance*) comm. 136 (sept.)
- Office juridictionnel du juge-commissaire (*Contestation de créance*) comm. 139 (sept.)
- Portée de la décision d'admission sur la prescription de l'action du créancier à l'encontre de la caution (*Admission des créances*) comm. 141 (sept.)

Matthieu BOTTIN, docteur en Droit, avocat au barreau de Nice, chargé d'enseignement à la faculté de Nice Sophia Antipolis

- Des précisions sur l'office juridictionnel du juge-commissaire en matière de vérification des créances (*Vérification des créances*) étude 16 (sept.)

Diane BOUSTANI, maître de conférences à l'Université Nice Côte d'Azur

- Preuve de la qualité de dirigeant de fait par la méthode du faisceau d'indices (*Responsabilité pénale du dirigeant de fait*) comm. 46 (mars)
- Délit de banqueroute par détournement d'actif : les contours de l'élément intentionnel une nouvelle fois mis en exergue (*Banqueroute par détournement d'actif*) comm. 47 (mars)
- Faillite personnelle prononcée en application du délit de banqueroute : nouvelle application de la décision d'inconstitutionnalité du 29 septembre 2016 (*Banqueroute et faillite personnelle*) comm. 48 (mars)
- Constitution de partie civile d'une société victime d'un délit : le représentant de la personne morale et le liquidateur autorisés à s'associer à l'action publique (*Constitution de partie civile - Droit propre*) comm. 153 (sept.)

Olivier BUISINE, administrateur judiciaire - SELARL BUISINE NANTERME

- Rebond de l'entrepreneur : vers une réforme du traitement des cotisations TNS dans les procédures collectives ? (*Cotisations TNS*) étude 10 (mai)
- De quelques propositions relatives à la transposition de la directive Restructurations préventives et à la réforme du droit des sûretés (*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*) étude 12 (juill.)
- Sociétés cotées en difficulté et information financière (*Société cotée*) étude 15 (sept.)

- Jurisprudence de la CJUE en matière de transfert d'entreprise : l'avenir incertain du prepack-cession et du plan de cession (*Transfert d'entreprise*) **étude 23 (nov.)**

Pierre CAGNOLI, professeur à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)

- Les créanciers publics face aux procédures collectives (*Créancier public*) **dossier 27 (juill.)**
- La portée des décisions en matière d'admission au passif dans la procédure collective et au-delà (*Admission des créances*) **dossier 45 (nov.)**
- L'adoption d'un plan de cession partielle rend irrecevable l'action en extension de procédure contre un tiers (*Extension de procédure*) **comm. 1 (janv.)**
- Le défaut de qualité à former l'action en nullité d'un acte conclu au cours de la période suspecte constitue une fin de non-recevoir d'ordre public (*Action en nullité des actes de la période suspecte*) **comm. 2 (janv.)**
- Le tribunal de grande instance est seul compétent pour apprécier la responsabilité des mandataires de justice, même réclamée sous forme de demande reconventionnelle (*Responsabilité des mandataires*) **comm. 3 (janv.)**
- La décision par laquelle le tribunal rejette la demande de clôture, formulée par le débiteur sur le fondement de l'article L. 643-9, alinéa 4, du Code de commerce, est susceptible d'appel (*Clôture de la procédure*) **comm. 4 (janv.)**
- Tout litige sur lequel la faillite exerce une influence ne relève pas nécessairement du tribunal de la procédure collective (*Action en paiement des créanciers postérieurs privilégiés*) **comm. 62 (mai)**
- Reconnaissance d'un sursis à statuer implicite, en cas de contestation sérieuse portée devant le juge-commissaire (*Admission au passif - Contestation sérieuse*) **comm. 63 (mai)**
- L'ordonnance d'admission d'une créance hypothécaire fait obstacle à l'action en nullité de l'hypothèque constituée en période suspecte (*Admission au passif - Action en nullité de la période suspecte*) **comm. 64 (mai)**
- Irrecevabilité du recours d'un créancier contrôleur contre une ordonnance du juge-commissaire rendu sur demande du liquidateur (*Recours contre les ordonnances du juge-commissaire*) **comm. 65 (mai)**
- Autorisation de cession d'entreprise et excès de pouvoir (*Pourvoi en cassation - Cession d'entreprise*) **comm. 66 (mai)**
- Nullité d'une transaction conclue avec un salarié au cours de la période suspecte (*Compétence*) **comm. 127 (sept.)**
- Appel-nullité des jugements de conversion (*Voies de recours*) **comm. 128 (sept.)**
- Réalisation d'actif : recours devant la cour d'appel (*Voies de recours*) **comm. 129 (sept.)**
- Pourvoi en cassation : report de la date de cessation des paiements en cas de procédures successives (*Voies de recours*) **comm. 130 (sept.)**

Laurence CAMENSULI-FEULLIARD, maître de conférences à l'université de Bretagne-Sud

- Saisie pénale, sauvegarde et procédure de saisie immobilière (*Saisie pénale*) **étude 24 (nov.)**

Adeline CERATI-GAUTHIER, maître de conférences à l'université d'Aix-Marseille

- Monopole du liquidateur (*Dessaisissement*) **comm. 33 (mars)**
- Les actions attachées à la personne du débiteur en liquidation judiciaire (*Dessaisissement*) **comm. 75 (mai)**

Gilles DEDEURWAERDER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole

- L'efficacité des garanties personnelles des créanciers publics (*Créanciers publics*) **dossier 35 (juill.)**

- Prélèvement à la source et procédures collectives (*Prélèvement à la source*) **dossier 37 (juill.)**

Anne-Sophie DEGUETTE, responsable du CGEA de Rouen

- Prélèvement à la source et procédures collectives (*Prélèvement à la source*) **dossier 37 (juill.)**

Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille Section du droit des Affaires et de l'Entreprise

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
- Nouvelle attaque contre l'article L. 611-2 du Code de commerce (*Dépôt des comptes annuels*) **comm. 154 (nov.)**
- Le comité social et économique peut-il exercer un recours contre la désignation d'un mandataire ad hoc ? (*Mandat ad hoc*) **comm. 155 (nov.)**
- De l'importance de l'avis du ministère public sur la rémunération du conciliateur et sur les critères d'ouverture (*Conciliation*) **comm. 156 (nov.)**
- Nouvelle position ferme de la Cour de cassation sur la notion de confidentialité (*Conciliation - Confidentialité*) **comm. 157 (nov.)**
- Le tribunal ne peut convertir le redressement judiciaire en liquidation judiciaire s'il n'a pas été saisi en ce sens (*Liquidation judiciaire*) **étude 5 (mars)**
- Le FNIG, le RCS et le B1, outils de contrôle contre celles et ceux qui ne respectent pas les interdictions de gérer (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **étude 8 (mai)**
- Justice consulaire et impartialité objective (*Juge consulaire*) **étude 13 (juill.)**
- Le liquidateur judiciaire face à ses obligations environnementales : quelques rappels (*Installation classée pour la protection de l'environnement*) **étude 17 (sept.)**

Hervé DESGUET, inspecteur divisionnaire hors classe à la Direction départementale des finances publiques du Calvados

- Prélèvement à la source et procédures collectives (*Prélèvement à la source*) **dossier 37 (juill.)**

Éric DESMORIEUX, avocat au barreau de Paris, associé du cabinet Hoche Société d'Avocats

- La contestation des créances publiques déclarées (*Créances publiques*) **dossier 32 (juill.)**

Michel DI MARTINO, expert-comptable et commissaire aux comptes, juge consulaire, président du tribunal de commerce de Lons-le-Saulnier (Jura)

- Les problématiques du BFR dans le plan de continuation (*Plan de continuation*) **fiche pratique 1 (janv.)**
- Rapport « Doing Business 2019 » (*Rapport Doing Business 2019*) **alerte 1 (janv.)**
- Rapport « Doing Business 2020 » (*Doing Business*) **alerte 26 (nov.)**

Maxime DIESBECQ, mandataire judiciaire, associé au sein de la SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO

- Le débiteur est-il encore un interlocuteur des créanciers publics ? (*Administration de l'entreprise*) **dossier 28 (juill.)**

Judith DOUTRESSOLLE, mandataire judiciaire à Caen

- Prélèvement à la source et procédures collectives (*Prélèvement à la source*) **dossier 37 (juill.)**

Marie-Pierre DUMONT, agrégée des facultés de droit

- Règles de la saisie des biens indivis par les créanciers de l'indivision : pas d'autorisation du juge-commissaire (*Biens indivis*) **comm. 49 (mars)**
- Irrégularité du partage amiable d'un bien indivis alors que l'un des co-indivisaires est en liquidation judiciaire (*Biens indivis*) **comm. 50 (mars)**
- Clause d'inaliénabilité et liquidation judiciaire du donataire : comment éluder la clause ? (*Biens*)

- inaliénables*) **comm. 54 (mars)**
- Contribution aux pertes : qualité pour agir (*Qualité pour agir*) **comm. 90 (mai)**
 - Qualité pour recevoir l'action en report de la date de cession des paiements (*Représentation de la personne morale*) **comm. 91 (mai)**
 - Plan de redressement et intérêt du groupe : la possible coordination des solutions (*Groupe de sociétés*) **comm. 92 (mai)**
 - Action en responsabilité des associés d'une SA : exigence d'un préjudice individuel distinct de celui subi collectivement par les créanciers (*Responsabilité des dirigeants*) **comm. 94 (mai)**
- Béatrice DUNOGUÉ-GAFFIÉ, administrateur judiciaire**
- La directive sur les cadres de restructuration préventifs vue par les praticiens français (*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*) **dossier 20 (mai)**
- Marjorie ECKHOUDT, maître de conférences à l'université de Lille**
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
- Patrick EHRET, Rechtsanwalt (avocat en Allemagne), avocat (MCO) au barreau de Strasbourg, spécialiste en droit international et de l'Union européenne, avocat associé du cabinet Schultze & Braun GmbH Rechtsanwaltsgesellschaft**
- Les groupes de créanciers (et assimilés) en droit allemand de l'insolvabilité (*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*) **dossier 18 (mai)**
- Sarah FARHI, maître de conférences à la faculté de droit de l'université de Toulon**
- La conversion de créances en titres de capital lors d'une procédure collective (*Conversion de créances en capital*) **étude 3 (janv.)**
- Daniel FASQUELLE, professeur agrégé des facultés de droit, membre du LARJ**
- L'heure de la maturité pour le droit européen de l'insolvabilité ? (*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*) **dossier 11 (mai)**
- Caroline FAURE, vice-président près le tribunal de grande instance de Bordeaux**
- Le rôle du juge-commissaire dans la vérification des créances (*Juge-commissaire*) **dossier 44 (nov.)**
- Laurence FIN-LANGER, professeur agrégée, Normandie université, Unicaen, Institut Demolombe, EA 967**
- AGS et plan de redressement (AGS) **dossier 8 (mars)**
 - Les créanciers publics face aux procédures collectives (*Créancier public*) **dossier 27 (juill.)**
- Christine GAILHBAUD, maître de conférences à l'université Côte d'Azur, avocat au barreau de Grasse**
- Le juge-commissaire et les créances salariales (*Juge-commissaire*) **dossier 46 (nov.)**
- Cheik GALOKHO, maître de conférences à l'université de Perpignan, membre du Centre de droit de la concurrence Yves Serra (EA n° 4216 du CDED)**
- La libre circulation des capitaux et la convergence des droits matériels de la faillite (*Directive sur les cadres de restructuration préventifs*) **étude 9 (mai)**
- Bertille GHANDOUR, maître de conférences, université de Picardie**
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
- Charles GIJSBERS, agrégé des facultés de droit - professeur à l'université de Rouen - CUREJ, EA4703**
- Plan de cession : la force exécutoire du prêt hypothécaire notarié vaut aussi contre le repreneur défaillant (*Hypothèque*) **comm. 69 (mai)**
 - L'efficacité enfin admise du droit de rétention sur immeuble dans la liquidation judiciaire du propriétaire de celui-ci (*Droit de rétention*) **comm. 70 (mai)**
- Sophie GJIDARA-DECAIX, maître de conférences à l'université Panthéon-Assas (Paris II), ancienne directrice des études de l'IEJ « Pierre Raynaud »**
- Caractérisation de la mauvaise foi du débiteur (*Conditions relatives au débiteur*) **comm. 120 (sept.)**
 - Alignement du sort du gérant d'EARL sur celui du gérant de SARL (*Conditions relatives au débiteur*) **comm. 121 (sept.)**
 - Prise en considération d'une dette indemnitaire (*Conditions relatives à la situation patrimoniale*) **comm. 122 (sept.)**
 - Incidence d'une succession de plans conventionnels de redressement sur le délai de forclusion en matière de crédit à la consommation (*Succession de plans*) **comm. 123 (sept.)**
 - Conditions et durée de la suspension provisoire des mesures d'expulsion (*Suspension des mesures d'expulsion*) **comm. 124 (sept.)**
 - Vérification des créances et conditions d'ouverture du pourvoi en cassation (*Voies de recours*) **comm. 125 (sept.)**
 - Effacement de la dette locative et résiliation du bail (*Procédure de rétablissement personnel*) **comm. 126 (sept.)**
- Robert HÄNEL, Rechtsanwalt - Avocat**
- La directive sur les cadres de restructuration préventifs vue par les praticiens allemands (*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*) **dossier 21 (mai)**
- Philippe HOONAKKER, avocat, professeur à l'université de Strasbourg**
- Le paiement forcé des créances publiques confronté aux procédures collectives (*Créance publique*) **dossier 30 (juill.)**
- Emmanuelle INACIO, université du Littoral-Côte d'Opale, membre du LARJ**
- Approche de droit européen de la convergence des statuts des praticiens de l'insolvabilité au sein de l'Union européenne (*Directive sur les cadres de restructurations préventifs*) **dossier 22 (mai)**
 - Le sort des praticiens français de l'insolvabilité face à la directive européenne relative aux cadres de restructuration préventifs (*Droit européen*) **étude 2 (janv.)**
- David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne Franche Comté, membre du laboratoire de droit du sport (CREDIMI-UMR)**
- L'AGS et le plan de sauvegarde de l'emploi (*Garantie des salaires*) **dossier 7 (mars)**
 - Licenciement économique et instance représentative du personnel (*Licenciement économique - Procédure de licenciement*) **comm. 19 (janv.)**
 - Licenciement économique de salariés protégés : compétence (*Licenciement économique - Salariés protégés*) **comm. 21 (janv.)**
 - Nullité d'un contrat de travail en période suspecte : nature de l'indemnisation des prestations fournies (*Nullité du contrat de travail - Indemnisation des prestations*) **comm. 25 (janv.)**
 - Quelques précisions sur la procédure de licenciement économique et le contrôle du PSE (*Licenciement économique*) **comm. 145 (sept.)**
 - Précisions sur les catégories professionnelles (licenciement économique et PSE) (*Licenciement économique*) **comm. 146 (sept.)**

- Responsabilité civile d'un administrateur judiciaire engagée par un salarié (*Obligation de reclassement*) **comm. 149 (sept.)**
- Domaine de la garantie : créances salariales non couvertes par la garantie (*Garantie des salaires*) **comm. 169 (nov.)**
- L'AGS doit demander expressément l'application des limites de la garantie (*Garantie des salaires*) **comm. 170 (nov.)**
- Licenciement d'un salarié protégé (*Licenciement économique*) **comm. 173 (nov.)**
- Licenciement nul et remboursement des indemnités de chômage (*Licenciement économique*) **comm. 174 (nov.)**

Gérard JAZOTTES, professeur, université Toulouse I Capitole, Centre de droit des affaires

- Les créanciers : quelques retouches avant la réforme du droit des sûretés (*Créance publique*) **dossier 25 (juill.)**

Fabien KENDÉRIAN, maître de conférences HDR à l'université de Bordeaux, IRDAP (EA 4191), chargé d'enseignement à l'université Paris I - Panthéon-Sorbonne

- Projet de loi PACTE et bail commercial : mise à l'écart de la clause de solidarité du cessionnaire en plan de cession (*Bail commercial*) **alerte 11 (mars)**

Romain LAFFLY, avocat à la Cour (Lexavoué Lyon)

- Responsabilité personnelle et diligences du liquidateur judiciaire en cas de biens susceptibles d'être revendiqués (*Responsabilité du liquidateur*) **alerte 21 (juill.)**

Thierry LAMULLE, maître de conférences à l'université de Caen

- Prélèvement à la source et procédures collectives (*Prélèvement à la source*) **dossier 37 (juill.)**

Maud LAROCHE, professeur à l'université de Rouen Normandie, Normandie université, UNIROUEN, CUREJ

- Les créanciers publics face aux plans (*Créanciers publics*) **dossier 33 (juill.)**
- Le juge-commissaire et les revendications et restitutions (*Revendications et restitutions*) **dossier 42 (nov.)**

Pierre-Michel LE CORRE, professeur agrégé à l'université de Nice Sophia Antipolis, directeur du Master 2 Droit des difficultés d'entreprises, membre du CERDP (EA n° 1201)

- La récupération des avances de l'AGS à l'épreuve des autres créanciers (AGS) **dossier 6 (mars)**

Thomas LE GUEUT, professeur à l'université Paris XIII

- Cumul de la responsabilité pour insuffisance d'actif et de la solidarité fiscale (*Sanctions civiles*) **comm. 97 (mai)**
- Interdiction de gérer : application en matière civile du principe de rétroactivité in mitius (*Sanctions civiles*) **comm. 98 (mai)**
- Notification de l'ordonnance d'injonction de déposer les comptes annuels au représentant légal (*Obligations des dirigeants*) **comm. 99 (mai)**

Christine LEBEL, maître de conférences HDR (CRJFC, EA 3225), UFR SJEPEG (université de Franche-Comté), vice-président de l'Association française de droit rural

- Mission d'assistance - Protection des biens vendus sous réserve de propriété (*Pouvoir du débiteur*) **comm. 100 (juill.)**
- Paiement des cotisations sociales salariales - Autorisation de prélèvement automatique (*Acte de gestion courante*) **comm. 101 (juill.)**
- Signature d'un avenant au bail commercial (*Acte étranger à la gestion courante*) **comm. 102 (juill.)**
- Activité agricole - Vente de matériel agricole (*Acte étranger à la gestion courante*) **comm. 103 (juill.)**
- Saisine d'office - Modalités (*Conversion du redressement en liquidation judiciaire*) **comm. 104 (juill.)**
- Rejet du plan : absence de pouvoir d'appréciation du tribunal du passif à retenir (*Conversion du*

- redressement en liquidation judiciaire*) **comm. 105 (juill.)**
- Absence de compensation entre les cotisations CNBF et les prestations invalidité (*Professions libérales*) **comm. 114 (juill.)**
- Dispositif administratif « Agridiff » (*Agriculteurs*) **comm. 115 (juill.)**
- Notion d'agriculteur en difficulté et durée du plan de redressement d'une société agricole (*Agriculteurs*) **comm. 116 (juill.)**
- Activité agricole : périmètre (*Agriculteur*) **comm. 117 (juill.)**
- Liquidation judiciaire du bailleur : cession des baux ruraux en cours (*Agriculteur*) **comm. 118 (juill.)**
- Syndic en difficulté - Remise des documents de la copropriété (*Copropriétés*) **comm. 119 (juill.)**

François LEGRAND, mandataire judiciaire, président d'honneur de l'IFPPC, chargé d'enseignement à la Faculté de Pau et des Pays de l'Adour

- Pratique des répartitions (*Répartitions*) **fiche pratique 2 (nov.)**
- Régularisation de cotisations sociales (FAIT GÉNÉRATEUR - COTISATIONS SOCIALES) **comm. 132 (sept.)**
- Actualisation d'une créance admise à une première procédure (*Déclaration de créance*) **comm. 135 (sept.)**
- Modalités de déclaration des intérêts à échoir (*Déclaration de créance*) **comm. 137 (sept.)**
- Présomption de déclaration par le débiteur pour le compte du créancier (*Déclaration de créance*) **comm. 138 (sept.)**
- Objet de la discussion évolutif : délai de réponse de 30 jours inapplicable (*Contestation de créance*) **comm. 140 (sept.)**

Jean-Pierre LEGROS, professeur à l'université de Franche-Comté

- Dirigeant sous procédure collective et éligibilité au tribunal de commerce (*Dirigeants sous procédure collective*) **alerte 25 (sept.)**

Valérie LELOUP-THOMAS, mandataire judiciaire, SELAFA MJA

- L'efficacité des sûretés réelles des créanciers publics (*Créanciers publics*) **dossier 34 (juill.)**
- Fixation du tarif des administrateurs et des mandataires judiciaires (*Rémunération des AJM*) **comm. 61 (mai)**

Cécile LISANTI, professeur à l'université de Montpellier

- Réalisation des actifs communs en liquidation judiciaire et droits du conjoint in bonis (*Biens communs*) **comm. 51 (mars)**
- Insaisissabilité et partage de l'indivision (*Biens insaisissables*) **comm. 52 (mars)**
- Contestation de la régularité de la DNI par le liquidateur et rétroactivité de la jurisprudence (*Biens insaisissables*) **comm. 53 (mars)**
- Liquidation judiciaire, dessaisissement et droits propres du débiteur (*Biens inaliénables*) **comm. 55 (mars)**
- Confusion de patrimoines dans le tandem SCI-société d'exploitation (*Groupe de sociétés*) **comm. 93 (mai)**
- Éligibilité du gérant de SARL aux procédures de surendettement (*Gérant de SARL*) **comm. 95 (mai)**
- Action en responsabilité pour insuffisance d'actif : application de la loi dans le temps (*Sanctions civiles*) **comm. 96 (mai)**

Pierre MARTIN, docteur en droit, mandataire judiciaire étude R.-B. Sabourin

- Responsabilité personnelle et diligences du liquidateur judiciaire en cas de biens susceptibles d'être revendiqués (*Responsabilité du liquidateur*) **alerte 21 (juill.)**

Arlette MARTIN-SERF, professeur émérite de l'université de Bourgogne

- Action en extension de procédure et subsidiairement en responsabilité pour insuffisance d'actif fondée sur les mêmes faits (*Procédure*) **comm. 80 (mai)**

- Constatation de l'insuffisance d'actif. Distinction entre insuffisance d'actif et cessation des paiements (*Insuffisance d'actif*) **comm. 81 (mai)**
- Chronologie des fautes de gestion selon les différentes phases de la procédure collective (*Fautes de gestion*) **comm. 82 (mai)**
- Application immédiate de la loi du 9 décembre 2016 écartant la responsabilité en cas de simple négligence dans la gestion de la société (*Droit transitoire*) **comm. 83 (mai)**
- Compatibilité de la condamnation avec la solidarité fiscale prononcée contre le dirigeant en application de l'article 1745 du CGI (*Condamnation - Cumul de responsabilités*) **comm. 84 (mai)**
- Sanction de l'inexécution de la condamnation. Faillite personnelle. Prescription triennale (*Inexécution de la condamnation*) **comm. 85 (mai)**
- Interdiction de gérer prononcée dans le cadre d'une procédure pénale. Indifférence de l'absence d'activité sociale effective sur le prononcé d'une faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer à l'égard du dirigeant (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **comm. 86 (mai)**
- QPC portant sur l'article L. 653-8 du Code de commerce n'imposant pas de motiver la condamnation. Non-lieu à renvoi au Conseil constitutionnel (*Interdiction de gérer*) **comm. 87 (mai)**
- Champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce : prêt de restructuration consenti pendant la période suspecte (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 88 (mai)**
- Champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce : créancier qui ne l'est plus au jour de l'ouverture de la procédure collective du bénéficiaire des concours (*Responsabilité du banquier*) **comm. 89 (mai)**
- Annulation d'un jugement pour non-versement aux débats du rapport du juge-commissaire. Fin de non-recevoir tirée de la prescription. Allégation de fraude au préjudice du dirigeant condamné (*Responsabilité pour insuffisance d'actif - Procédure*) **comm. 178 (nov.)**
- Liquidation d'une entreprise d'investissement avec un liquidateur nommé par la Commission bancaire. Qualité du liquidateur judiciaire pour agir en responsabilité pour insuffisance d'actif (*Responsabilité pour insuffisance d'actif - Procédure*) **comm. 179 (nov.)**
- Crise économique de 2008 avec restriction brutale de la demande et concurrence accrue. Absence de faute de gestion du président de la société (*Fautes de gestion*) **comm. 180 (nov.)**
- Caractérisation du lien de causalité entre les fautes de gestion et l'insuffisance d'actif (*Lien de causalité*) **comm. 181 (nov.)**
- QPC relative à l'article L. 651-2 du Code de commerce. Non-renvoi au Conseil constitutionnel (*Condamnation*) **comm. 182 (nov.)**
- Contrôle de la motivation et de la proportionnalité au regard des fautes commises et de la situation personnelle du dirigeant. Le tribunal n'est pas tenu de se déterminer par référence aux motifs retenus par le juge correctionnel (*Interdiction de gérer*) **comm. 183 (nov.)**
- Réouverture du droit de poursuite individuelle du Trésor public après clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (*Interdiction de gérer*) **comm. 184 (nov.)**
- Article L. 650-1 du Code de commerce. Notion d'immixtion caractérisée dans la gestion du débiteur (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 185 (nov.)**
- Rupture abusive de concours bancaires. Préjudices résidant dans les pertes résultant de la valeur du groupe et dans les pertes de revenus subies par les demandeurs actionnaires majoritaires. Point de départ du délai de prescription (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 186 (nov.)**

Thomas MASTRULLO, maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne (université Paris 1)

- Précision du champ d'application de l'article 15 du règlement n° 1346/2000 relatif à la loi applicable aux effets de la procédure d'insolvabilité sur les instances en cours (*Instances en cours - Loi applicable*) **comm. 158 (nov.)**
- Le fondement juridique, critère déterminant de l'action « qui dérive directement de la procédure d'insolvabilité et s'y insère étroitement » (*Règlement insolvabilité - Champ d'application*) **comm. 159 (nov.)**
- Critère de l'action annexe (fondement juridique), litispendance et production des créances (*Règlement insolvabilité - Champ d'application*) **comm. 160 (nov.)**
- Latitude des États membres pour limiter la période de garantie des créances salariales en cas d'insolvabilité de l'employeur (*Garantie des salaires*) **comm. 162 (nov.)**
- Précisions sur la garantie minimale accordée aux travailleurs au titre des prestations de vieillesse en cas d'insolvabilité de l'employeur (*Prestations vieillesse*) **comm. 163 (nov.)**
- Un avocat n'a pas à indiquer le représentant légal de la société de droit étranger pour laquelle il déclare la créance en France (*Déclaration de créance*) **comm. 164 (nov.)**
- Une procédure collective ouverte en France peut y produire ses effets indépendamment de l'acceptation par les ordres juridiques étrangers (*Universalité de la faillite*) **comm. 165 (nov.)**

Niklaus MEIER, chargé d'enseignement à l'université de Neuchâtel

- Le nouveau droit international privé suisse régissant la faillite (*Droit comparé*) **étude 6 (mars)**

Michel MENJUCQ, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne

- Le champ d'application de la directive sur les restructurations préventives au regard du règlement Insolvabilité 848/2015 (*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*) **dossier 14 (mai)**
- Loi Pacte et procédures collectives (*Loi Pacte*) **dossier 23 (juill.)**
- Notion d'agriculteur : clap de fin en forme de happy end ! (*Agriculteur*) **repère 1 (janv.)**
- Le droit français, avant-garde des droits des États membres en matière de restructuration ! (*Droit européen*) **repère 3 (mai)**
- Sociétés cotées en difficulté : le renversement des priorités (*Société cotée en difficulté*) **repère 5 (sept.)**
- Compétence des juridictions de l'État membre sur le territoire duquel la procédure d'insolvabilité a été ouverte pour statuer sur une action révocatoire (*Compétence - Action révocatoire*) **comm. 161 (nov.)**
- Précisions sur l'interprétation du centre principal des intérêts du débiteur et application de l'article L. 662-8 du Code de commerce (*Compétence internationale*) **comm. 166 (nov.)**
- Droit des travailleurs en cas de transfert d'entreprise : interprétation par la CJUE des articles 3 à 5 de la directive 2001/23/CE du 12 mars 2001 (*Procédure d'insolvabilité*) **comm. 167 (nov.)**

Erwan MERLY, administrateur judiciaire

- Les créanciers publics face aux plans (*Créanciers publics*) **dossier 33 (juill.)**

Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur à l'université Paris 2 – Panthéon-Assas

- Plan de cession et AGS (*Plan de cession*) **dossier 9 (mars)**
- Le juge-commissaire et les contrats (*Juge-commissaire*) **dossier 41 (nov.)**
- Quand le groupe de sociétés s'invite dans l'appréciation du plan de redressement (*Groupe de sociétés*) **comm. 71 (mai)**

Anais TABELING, magistrate à la direction des Affaires Civiles et du Sceau

- La convergence des statuts des professionnels de l'insolvabilité dans l'UE. Le point de vue français [Directive relative aux cadres de restructuration préventifs] dossier 19 [mai]

François TAQUET, professeur de Droit social [IESEG, ESCEM, Skema BS], avocat, spécialiste en droit du travail et protection sociale, directeur scientifique du réseau GESICA

- Redressement judiciaire d'une SCP : obligation personnelle de l'associé au paiement des cotisations sociales [Profession libérale - Cotisations sociales] comm. 17 [janv.]
- Portée du reçu pour solde de tout compte et possibilité de dénonciation [Documents de fin de contrat] comm. 18 [janv.]
- Salarié titulaire d'un mandat extérieur à l'entreprise : nécessité d'informer le liquidateur pour bénéficier de la protection [Licenciement économique - Salarié protégé] comm. 20 [janv.]
- Sanction du non-respect des dispositions relatives à l'obligation de reclassement d'un salarié déclaré inapte [Obligation de reclassement] comm. 22 [janv.]
- Prise en compte du précompte effectué par l'employeur dans le plafond de garantie [Garantie des salaires] comm. 23 [janv.]
- Calcul du plafond de garantie [Garantie des salaires] comm. 24 [janv.]
- Licenciement économique et versement d'une prime de participation [Caractère économique du licenciement] comm. 35 [mars]
- Sanction de l'absence de motif économique [Contrat de sécurisation professionnelle] comm. 36 [mars]
- Effet de l'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle [Contrat de sécurisation professionnelle] comm. 37 [mars]
- Procédure de licenciement d'un salarié protégé auquel est proposée une convention de reclassement personnalisée [Contrat de sécurisation professionnelle] comm. 38 [mars]
- Nécessaire information préalable du salarié sur le motif économique du licenciement [Contrat de sécurisation professionnelle] comm. 39 [mars]
- Référence dans la lettre de licenciement à une action contentieuse envisagée par le salarié [Nullité du licenciement] comm. 40 [mars]
- PSE Validé ou homologué par la Direccte : contrôle de l'exécution de l'obligation de recherche d'un repreneur ; compétence administrative [Plan de sauvegarde de l'emploi] comm. 41 [mars]
- Contestation d'un PSE non soumis à validation par la Direccte : compétence [Plan de sauvegarde de l'emploi] comm. 42 [mars]
- Point de départ du délai de contestation [Reçu pour solde de tout compte] comm. 43 [mars]
- Délai de prescription de l'action en requalification d'un contrat de travail en contrat à temps plein [Requalification du contrat de travail] comm. 44 [mars]
- Mandat extérieur : conditions pour se prévaloir du statut protecteur [Salarié protégé] comm. 45 [mars]
- Cas de l'associé unique d'EURL [Existence d'un contrat de travail] comm. 106 [juill.]
- Détermination du plafond de garantie de l'AGS : prise en compte des cotisations de sécurité sociale [Garantie des salaires] comm. 107 [juill.]
- Sanction de l'absence de mention de la priorité de réembauchage dans la lettre de licenciement [Priorité de réembauchage] comm. 108 [juill.]
- Sanction de l'omission de la date dans la convention de rupture [Rupture conventionnelle] comm. 109 [juill.]

- Conditions de validité d'un accord ouvrant droit à une rupture conventionnelle collective [Rupture conventionnelle collective] comm. 110 [juill.]
- Ancienneté du salarié : les mentions figurant sur le bulletin de paie valent présomption simple [Salarié] comm. 111 [juill.]
- Conditions de mise à la retraite d'office d'un salarié [Salarié] comm. 112 [juill.]
- Départ volontaire à la retraite : conditions, volonté libre [Salarié] comm. 113 [juill.]
- Nullité d'une transaction sur le fondement des nullités de la période suspecte : tribunal compétent [Compétence] comm. 142 [sept.]
- Période de cessation des paiements : nullité du contrat [Contrat d'apprentissage] comm. 143 [sept.]
- Congé de paternité : décompte de la période de protection relative [Licenciement] comm. 144 [sept.]
- Licenciement d'un salarié protégé après l'expiration de la période d'observation [Licenciement économique] comm. 147 [sept.]
- Licenciement économique pour fermeture de l'entreprise notifié pendant le congé de maternité [Licenciement économique] comm. 148 [sept.]
- Décompte du délai de convocation à l'entretien préalable [Procédure de licenciement] comm. 150 [sept.]
- Conséquences de l'absence de signature du reçu pour solde de tout compte par le salarié [Reçu pour solde de tout compte] comm. 151 [sept.]
- Licenciement pour inaptitude : procédure de consultation des délégués du personnel et sanction [Procédure de licenciement] comm. 152 [sept.]
- Charge de la preuve de l'existence du contrat de travail du salarié nommé en qualité de gérant, à l'issue de son mandat [Contrat de travail] comm. 168 [nov.]
- Si le droit à l'indemnité de licenciement naît à la date où le licenciement est notifié, l'évaluation du montant de l'indemnité est faite en tenant compte de l'ancienneté à l'expiration du contrat [Licenciement - Calcul de l'indemnité] comm. 171 [nov.]
- Irrégularité de la procédure relative au PSE ou sur l'absence ou insuffisance du PSE : point de départ du délai de prescription de l'action en contestation [Licenciement économique] comm. 172 [nov.]
- La recherche de reclassement de deux jours seulement et limitée à une seule société du groupe est insuffisante [Obligation de reclassement] comm. 175 [nov.]
- Quelques précisions sur le régime de la période d'essai : calcul de la durée et rupture de la période d'essai [Période d'essai] comm. 176 [nov.]
- L'inobservation du formalisme de la procédure de licenciement rend le licenciement sans cause réelle et sérieuse [Procédure de licenciement] comm. 177 [nov.]

Julien THÉRON, professeur à l'université de Toulouse I Capitole

- L'office du juge-commissaire : juge par ses ordonnances et au-delà de ses ordonnances [Juge-commissaire] dossier 39 [nov.]

Christophe THEVENOT, administrateur judiciaire, SCP Thévenot Perdereau Manière El Baze, Paris - Nantes

- Premiers regards sur la directive relative aux cadres de restructuration préventifs et à la seconde chance [Directive relative aux cadres de restructuration préventifs] dossier 10 [mai]

Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, codirectrice du CEDCACE

- Pour un peu plus de transparence sur les traitements amiables du droit des entreprises en difficulté [Traitement amiable] dossier 2 [janv.]

- De quelques incidences de la procédure collective sur la responsabilité fiscale des dirigeants [*Dirigeant*] **dossier 36** [juill.]

Clément TIRET, rapporteur CIRI

- Retour sur les débats intervenus autour de la directive Insolvabilité au sein des institutions européennes [*Directive relative aux cadres de restructuration préventifs*] **dossier 16** [mai]

Régis VABRES, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Bourgogne, directeur du Centre d'innovation et de droit [EA 7531], directeur du master 2 Droit fiscal

- La déclaration au passif des créances publiques [*Créance publique*] **dossier 31** [juill.]

Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation

- AGS et plan de redressement [*AGS*] **dossier 8** [mars]
- La liquidation judiciaire et le rétablissement professionnel après la loi Pacte [*Liquidation judiciaire*] **dossier 26** [juill.]
- La contestation des créances publiques déclarées [*Créances publiques*] **dossier 32** [juill.]
- Les recours contre les ordonnances du juge-commissaire [*Voies de recours*] **dossier 40** [nov.]
- Désignation du contrôleur et voies de recours [*Contrôleurs*] **comm. 56** [mai]
- Mission du contrôleur : le contrôleur n'a pas qualité à exercer les voies de recours contre les ordonnances

du juge-commissaire [*Contrôleurs*] **comm. 57** [mai]

- La responsabilité personnelle des mandataires est de la compétence du TGI [*Responsabilité des mandataires*] **comm. 58** [mai]

• Recevabilité de l'action d'un créancier contre le mandataire [*Responsabilité des mandataires*] **comm. 59** [mai]

• Bien-fondé de l'action en responsabilité [*Responsabilité des mandataires*] **comm. 60** [mai]

Jean-Luc VALLENS, docteur en droit, magistrat honoraire, ancien professeur associé à l'université de Strasbourg

- Les classes de créanciers, approche de droit comparé [*Classes de créanciers*] **dossier 17** [mai]

Jiri VODA, avocat à Prague, praticien de l'insolvabilité

- Le droit tchèque des procédures collectives [*Procédure d'insolvabilité*] **étude 19** [sept.]

Denis VOINOT, professeur à l'université Lille Nord de France, codirecteur du Centre René Demogue - CRDP & D

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté [*Panorama de jurisprudence*] **chron. 1** [nov.]

Stéphane ZINTY, maître de conférences à l'université Grenoble-Alpes, membre du Centre de recherches juridiques [CRJ – EA 1965]

- Le vice d'abus de dépendance dans le traitement amiable des entreprises en difficulté [*Mandat ad hoc*] **étude 21** [nov.]

Actualité jurisprudentielle

- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe [EA 967] **étude 1 [janv.]**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe [EA 967] **étude 4 [mars]**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe [EA 967] **étude 7 [mai]**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe [EA 967] **étude 11 [juill.]**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe [EA 967] **étude 14 [sept.]**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe [EA 967] **étude 20 [nov.]**

Administration de l'entreprise

- **Le débiteur est-il encore un interlocuteur des créanciers publics ?**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe [EA 967] **dossier 28 [juill.]**
- **Le débiteur est-il encore un interlocuteur des créanciers publics ?**,
par Maxime DIESBECQ, mandataire judiciaire, associé au sein de la SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO **dossier 28 [juill.]**

Admission des créances

- **La portée des décisions en matière d'admission au passif dans la procédure collective et au-delà**,
par Pierre CAGNOLI, professeur à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe [EA 967] **dossier 45 [nov.]**

AGS

- **L'AGS contrôleur, l'AGS et la désignation des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires**,
par Françoise PÉROCHON, professeur à la faculté de droit de Montpellier, membre du Laboratoire de droit privé et du Labex Entreprendre de l'université de Montpellier **dossier 4 [mars]**
- **La récupération des avances de l'AGS à l'épreuve des autres créanciers**,
par Pierre-Michel LE CORRE, professeur agrégé à l'université de Nice Sophia Antipolis, directeur du Master 2 Droit des difficultés d'entreprises, membre du CERDP [EA n° 1201] **dossier 6 [mars]**
- **AGS et plan de redressement**,
par Laurence FIN-LANGER, professeur agrégée, Normandie université, Unicaen, Institut Demolombe, EA 967 **dossier 8 [mars]**
- **AGS et plan de redressement**,
par Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation **dossier 8 [mars]**

Classes de créanciers

- **Les classes de créanciers, approche de droit comparé**,
par Jean-Luc VALLENS, docteur en droit, magistrat honoraire, ancien professeur associé à l'université de Strasbourg **dossier 17 [mai]**

Conversion de créances en capital

- **La conversion de créances en titres de capital lors d'une procédure collective**,
par Sarah FARHI, maître de conférences à la faculté de droit de l'université de Toulon **étude 3 [janv.]**

Cotisations TNS

- **Rebond de l'entrepreneur : vers une réforme du traitement des cotisations TNS dans les procédures collectives ?**,
par Olivier BUISINE, administrateur judiciaire - SELARL BUISINE NANTERME **étude 10 [mai]**

Créance publique

- **Les créanciers : quelques retouches avant la réforme du droit des sûretés**,
par Gérard JAZOTTES, professeur, université Toulouse I Capitole, Centre de droit des affaires **dossier 25 [juill.]**
- **Fait générateur et utilité des créances publiques**,
par Florence REILLE, maître de conférences à l'université de Toulon, membre du CDPC Jean-Claude Escarras [UMR-CNRS 7318] **dossier 29 [juill.]**
- **Le paiement forcé des créances publiques confronté aux procédures collectives**,
par Philippe HOONAKKER, avocat, professeur à l'université de Strasbourg **dossier 30 [juill.]**
- **La déclaration au passif des créances publiques**,
par Régis VABRES, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Bourgogne, directeur du Centre d'innovation et de droit [EA 7531], directeur du master 2 Droit fiscal **dossier 31 [juill.]**
- **La déclaration au passif des créances publiques**,
par Julia RUTH, mandataire judiciaire **dossier 31 [juill.]**

Créances publiques

- **La contestation des créances publiques déclarées**,
par Éric DESMORIEUX, avocat au barreau de Paris, associé du cabinet Hoche Société d'Avocats **dossier 32 [juill.]**
- **La contestation des créances publiques déclarées**,
par Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation **dossier 32 [juill.]**

Créanciers publics

- **Les créanciers publics face aux plans**,
par Maud LAROCHE, professeur à l'université de Rouen Normandie, Normandie université, UNIROUEN, CUREJ **dossier 33 [juill.]**
- **Les créanciers publics face aux plans**,
par Erwan MERLY, administrateur judiciaire **dossier 33 [juill.]**
- **L'efficacité des sûretés réelles des créanciers publics**,
par Lionel ANDREU, professeur agrégé des facultés de droit, université de Poitiers [ERDP 1230] **dossier 34 [juill.]**
- **L'efficacité des sûretés réelles des créanciers publics**,
par Valérie LELOUP-THOMAS, mandataire judiciaire, SELAFA MJA **dossier 34 [juill.]**
- **L'efficacité des garanties personnelles des créanciers publics**,
par Gilles DEDEURWAERDER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole **dossier 35 [juill.]**

Directive relative aux cadres de restructuration préventifs

- **L'heure de la maturité pour le droit européen de l'insolvabilité ?**,
par Daniel FASQUELLE, professeur agrégé des facultés de droit, membre du LARJ **dossier 11 [mai]**
- **De quelques propositions relatives à la transposition de la directive Restructurations préventives et à la réforme du droit des sûretés**,
par Olivier BUISINE, administrateur judiciaire - SELARL BUISINE NANTERME **étude 12 [juill.]**

- **La future transposition de la directive européenne sur l'insolvabilité**,
par Thomas ANDRIEU, directeur des affaires civiles et du sceau dossier 12 [mai]
- **L'impact de la proposition de directive en Italie : regard d'un pays voisin**,
par Luciano PANZANI, président du tribunal de grande instance de Turin, Italie dossier 13 [mai]
- **Le champ d'application de la directive sur les restructurations préventives au regard du règlement Insolvabilité 848/2015**,
par Michel MENJUCQ, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne... dossier 14 [mai]
- **La transposition de la directive sur les restructurations préventives : transformer notre droit sans renier nos principes ?**,
par Frédéric ABITBOL, administrateur judiciaire, Abitbol & Rousselet dossier 15 [mai]
- **Retour sur les débats intervenus autour de la directive Insolvabilité au sein des institutions européennes**,
par Clément TIRET, rapporteur CIRI dossier 16 [mai]
- **Les groupes de créanciers [et assimilés] en droit allemand de l'insolvabilité**,
par Patrick EHRET, Rechtsanwalt [avocat en Allemagne], avocat [MCO] au barreau de Strasbourg, spécialiste en droit international et de l'Union européenne, avocat associé du cabinet Schultze & Braun GmbH Rechtsanwaltsgesellschaft dossier 18 [mai]
- **La convergence des statuts des professionnels de l'insolvabilité dans l'UE. Le point de vue français**,
par Anaïs TABELING, magistrate à la direction des Affaires Civiles et du Sceau dossier 19 [mai]
- **La directive sur les cadres de restructuration préventifs vue par les praticiens français**,
par Béatrice DUNOGUÉ-GAFFIÉ, administrateur judiciaire dossier 20 [mai]
- **La directive sur les cadres de restructuration préventifs vue par les praticiens allemands**,
par Robert HÄNEL, Rechtsanwalt - Avocat dossier 21 [mai]

Directive sur les cadres de restructuration préventifs

- **La libre circulation des capitaux et la convergence des droits matériels de la faillite**,
par Cheik GALOKHO, maître de conférences à l'université de Perpignan, membre du centre de droit de la concurrence Yves Serra [EA n° 4216 du CDED] étude 9 [mai]

Directive sur les cadres de restructurations préventifs

- **Approche de droit européen de la convergence des statuts des praticiens de l'insolvabilité au sein de l'Union européenne**,
par Emmanuelle INACIO, université du Littoral-Côte d'Opale, membre du LARJ dossier 22 [mai]

Dirigeant

- **De quelques incidences de la procédure collective sur la responsabilité fiscale des dirigeants**,
par Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, codirectrice du CEDFACE dossier 36 [juill.]

Droit comparé

- **Le nouveau droit international privé suisse régissant la faillite**,
par Niklaus MEIER, chargé d'enseignement à l'université de Neuchâtel étude 6 [mars]
- **Le nouveau droit international privé suisse régissant la faillite**,
par Rodrigo RODRIGUEZ, professeur ordinaire en procédure civile et en exécution forcée à l'université de Lucerne étude 6 [mars]

Droit européen

- **Le sort des praticiens français de l'insolvabilité face à la directive européenne relative aux cadres de restructuration préventifs**,
par Emmanuelle INACIO, université du Littoral-Côte d'Opale, membre du LARJ étude 2 [janv.]

EIRL

- **Loi Pacte et procédures collectives : dispositions concernant les débiteurs**,
par Philippe PÉTEL, agrégé des facultés de droit dossier 24 [juill.]

Extension de procédure

- **Un rappel bienvenu par la cour d'appel de Paris des conditions de l'extension de procédure pour fictivité ou confusion des patrimoines**,
par Stephen ALMASEANU, magistrat, chef du pôle juridique de l'AGRASC étude 22 [nov.]

Faillite personnelle et interdiction de gérer

- **Le FNIG, le RCS et le B1, outils de contrôle contre celles et ceux qui ne respectent pas les interdictions de gérer**,
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille Section du droit des Affaires et de l'Entreprise étude 8 [mai]

Garantie des salaires

- **L'évolution de la garantie de l'AGS, plus... toujours plus !**,
par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, professeur émérite de l'université Toulouse 1 - Capitole, centre de droit des affaires [EZ 780] dossier 5 [mars]
- **L'AGS et le plan de sauvegarde de l'emploi**,
par David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne Franche Comté, membre du laboratoire de droit du sport [CREDIMI-UMR] dossier 7 [mars]

Installation classée pour la protection de l'environnement

- **Le liquidateur judiciaire face à ses obligations environnementales : quelques rappels**,
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille Section du droit des Affaires et de l'Entreprise étude 17 [sept.]

Juge consulaire

- **Justice consulaire et impartialité objective**,
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille Section du droit des Affaires et de l'Entreprise étude 13 [juill.]

Juge-commissaire

- **L'office du juge-commissaire : juge par ses ordonnances et au-delà de ses ordonnances**,
par Julien THÉRON, professeur à l'université de Toulouse I Capitole dossier 39 [nov.]
- **Le juge-commissaire et les contrats**,
par Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur à l'université Paris 2 – Panthéon-Assas dossier 41 [nov.]
- **Le juge-commissaire et les réalisations d'actifs : petit tour d'horizon**,
par Florence REILLE, maître de conférences à l'université de Toulon, membre du CDPC Jean-Claude Escarras [UMR-CNRS 7318] dossier 43 [nov.]
- **Le rôle du juge-commissaire dans la vérification des créances**,
par Carole FAURE, vice-président près le tribunal de grande instance de Bordeaux dossier 44 [nov.]
- **Le juge-commissaire et les créances salariales**,
par Christine GAILHBAUD, maître de conférences à l'université Côte d'Azur, avocat au barreau de Grasse dossier 46 [nov.]

Liquidation judiciaire

- **Le tribunal ne peut convertir le redressement judiciaire en liquidation judiciaire s'il n'a pas été saisi en ce sens**,
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille Section du droit des Affaires et de l'Entreprise étude 5 [mars]

- **La liquidation judiciaire et le rétablissement professionnel après la loi Pacte**, par Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation..... dossier 26 [juill.]

Mandat ad hoc

- **Le vice d'abus de dépendance dans le traitement amiable des entreprises en difficulté**, par Stéphane ZINTY, maître de conférences à l'université Grenoble-Alpes, membre du centre de recherches juridiques [CRJ - EA 1965]..... étude 21 [nov.]

Panorama de jurisprudence

- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté**, par Denis VOINOT, professeur à l'université Lille Nord de France, codirecteur du Centre René Demogue - CRDP & D..... chron. 1 [nov.]
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté**, par Corinne ROBACZEWSKI, professeur à l'université d'Artois..... chron. 1 [nov.]
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté**, par Bertille GHANDOUR, maître de conférences, université de Picardie..... chron. 1 [nov.]
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté**, par Marjorie EECKHOUDT, maître de conférences à l'université de Lille..... chron. 1 [nov.]
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté**, par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille Section du droit des Affaires et de l'Entreprise..... chron. 1 [nov.]

Plan de cession

- **Plan de cession et AGS**, par Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur à l'université Paris 2 – Panthéon-Assas..... dossier 9 [mars]

Prélèvement à la source

- **Prélèvement à la source et procédures collectives**, par Hervé DESGUET, inspecteur divisionnaire hors classe à la Direction départementale des finances publiques du Calvados..... dossier 37 [juill.]
- **Prélèvement à la source et procédures collectives**, par Judith DOUTRESSOULLE, mandataire judiciaire à Caen..... dossier 37 [juill.]
- **Prélèvement à la source et procédures collectives**, par Thierry LAMULLE, maître de conférences à l'université de Caen..... dossier 37 [juill.]
- **Prélèvement à la source et procédures collectives**, par Anne-Sophie DEGLETTE, responsable du CGEA de Rouen..... dossier 37 [juill.]
- **Prélèvement à la source et procédures collectives**, par Gilles DEDEURWAERDER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole..... dossier 37 [juill.]

Procédure de sauvegarde

- **Effets d'une procédure de sauvegarde sur le pouvoir de saisie du juge répressif**, par Renaud SALOMON, avocat général à la Cour de cassation, chambre criminelle, professeur associé à l'université Paris Dauphine..... étude 25 [nov.]

Procédure d'insolvabilité

- **Le droit tchèque des procédures collectives**, par Jiri VODA, avocat à Prague, praticien de l'insolvabilité..... étude 19 [sept.]

Revendications et restitutions

- **Le juge-commissaire et les revendications et restitutions**, par Maud LAROCHE, professeur à l'université de Rouen Normandie, Normandie université, UNIROUEN, CUREJ..... dossier 42 [nov.]

Saisie pénale

- **Saisie pénale, sauvegarde et procédure de saisie immobilière**, par Laurence CAMENSULI-FEULLARD, maître de conférences à l'université de Bretagne-Sud..... étude 24 [nov.]

Sanction personnelle

- **L'impossible dispense d'inscription au bulletin n° 2 du casier judiciaire des sanctions personnelles prononcées par les tribunaux de commerce**, par Stephen ALMASEANU, magistrat, chef du pôle juridique de l'AGRASC..... étude 18 [sept.]

Société cotée

- **Sociétés cotées en difficulté et information financière**, par Olivier BUISINE, administrateur judiciaire - SELARL BUISINE NANTERME..... étude 15 [sept.]

Traitement amiable

- **Pour un peu plus de transparence sur les traitements amiables du droit des entreprises en difficulté**, par Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, codirectrice du CEDCACE..... dossier 2 [janv.]

Transfert d'entreprise

- **Jurisprudence de la CJUE en matière de transfert d'entreprise : l'avenir incertain du prepack-cession et du plan de cession**, par Olivier BUISINE, administrateur judiciaire - SELARL BUISINE NANTERME..... étude 23 [nov.]

Vérification des créances

- **Des précisions sur l'office juridictionnel du juge-commissaire en matière de vérification des créances**, par Matthieu BOTTIN, docteur en Droit, avocat au barreau de Nice, chargé d'enseignement à la faculté de Nice Sophia Antipolis..... étude 16 [sept.]
- **Des précisions sur l'office juridictionnel du juge-commissaire en matière de vérification des créances**, par Pascal NEVEU, avocat au barreau de Nice, chargé d'enseignement à la faculté de Nice Sophia-Antipolis [Master II Droit des difficultés d'entreprises..... étude 16 [sept.]

Voies de recours

- **Les recours contre les ordonnances du juge-commissaire**, par Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation..... dossier 40 [nov.]

A

ACTE DE GESTION COURANTE

- Activité agricole
 - Vente de matériel agricole **comm. 103 [juill.]**
- Avenant à un bail commercial
 - Demande de nullité
 - Compétence **comm. 102 [juill.]**
- Prélèvement automatique
 - Païement de cotisations sociales **comm. 101 [juill.]**

ACTION EN NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

- Irrecevabilité
 - Autorité de la chose jugée
 - Admission d'une créance à titre privilégié **comm. 64 [mai]**

ACTION EN RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

- V. Responsabilité pour insuffisance d'actif

ACTION PAULIENNE

- Recevabilité
 - Connaissance par le débiteur du préjudice causé à son créancier **comm. 8 [janv.]**

ACTION RÉVOCATOIRE

- Compétence
 - Juridictions de l'État d'ouverture de la procédure **comm. 161 [nov.]**

ACTIVITÉ AGRICOLE

- Périmètre
 - Saliculture **comm. 117 [juill.]**

ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE INDÉPENDANTE

- EARL
 - Gérant **comm. 26 [mars]**

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

- 15 août 2019-15 octobre 2019 **étude 20 [nov.]**
- 15 avril 2019-15 juin 2019 **étude 11 [juill.]**
- 15 décembre 2018-15 février 2019 **étude 4 [mars]**
- 15 février 2019-15 avril 2019 **étude 7 [mai]**
- 15 juin 2019-15 août 2019 **étude 14 [sept.]**
- 15 octobre 2018-15 décembre 2018 **étude 1 [janv.]**

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

- Responsabilité
 - Revendication
 - Mission d'assistance **comm. 100 [juill.]**
 - Violation de l'obligation de reclassement
 - Préjudice distinct de l'indemnité de licenciement sans cause réelle et sérieuse **comm. 149 [sept.]**

ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

- Répartition des pouvoirs
 - Obligations fiscales **dossier 28 [juill.]**

ADMISSION DES CRÉANCES

- Admission à titre privilégié
 - Autorité de la chose jugée
 - Nullité de la période suspecte **comm. 64 [mai]**
- Autorité de chose jugée **dossier 45 [nov.]**
- Contestation sérieuse
 - Répartition des compétences
 - Juge-commissaire et juge de droit commun **comm. 63 [mai]**
- Force exécutoire **dossier 45 [nov.]**
- Intervention de la prescription
 - Action contre la caution
 - Prescription **comm. 141 [sept.]**
- Ordonnance du juge-commissaire

- Portée **dossier 45 [nov.]**
- Prescription
 - Effet à l'égard de la caution **comm. 68 [mai]**

AGRICULTEUR

- Aide aux exploitations
 - Dispositif Agridiff
 - Modifications **comm. 115 [juill.]**
- Loi Pacte **dossier 24 [juill.]**
- Notion **repère 1 [janv.]**
- Plan de redressement
 - Durée
 - Personne morale **comm. 116 [juill.]**

AGRICULTEUR EN DIFFICULTÉ

- Notion
 - Personne morale **comm. 116 [juill.]**

AGS

- Contrôleur **dossier 3 [mars]**
- Désignation des mandataires **dossier 4 [mars]**
- Labellisation des études **dossier 4 [mars]**
- Obligation de garantie
 - Limites **dossier 5 [mars]**
- Plan de redressement **dossier 8 [mars]**
- Recouvrement des créances **dossier 8 [mars]**
- Récupération des avances **dossier 6 [mars]**
- Taux de cotisation **alerte 23 [juill.]**

AIDES D'ÉTAT

- **dossier 33 [juill.]**

APPEL-NULLITÉ

- Absence d'effet dévolutif
 - Conversion du redressement en liquidation judiciaire
 - Irrégularité de la convocation du débiteur **comm. 128 [sept.]**

ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

- Biens indivis
 - Saisie immobilière
 - Absence d'autorisation du juge-commissaire **comm. 49 [mars]**

AVERTISSEMENT DES CRÉANCIERS

- Absence de mise à jour des inscriptions
 - Obligations du liquidateur **comm. 131 [sept.]**

AVOCAT

- Cotisations CNBF
 - Prestations invalidité
 - Compensation [non] **comm. 114 [juill.]**

B

BAIL COMMERCIAL

- Cession
 - Clause de solidarité inversée
 - Projet de loi PACTE **alerte 11 [mars]**
- Libération des locaux
 - Responsabilité du liquidateur judiciaire
 - Comportement du bailleur **comm. 77 [mai]**

BAIL RURAL

- Cession hors du cercle familial
 - Bailleur en liquidation judiciaire **comm. 118 [juill.]**

BANQUEROUTE

- Détournement d'actif
 - Élément intentionnel
 - État de cessation des paiements **comm. 47 [mars]**
- Faillite personnelle
 - Inconstitutionnalité
 - Article L. 654-6 du Code de commerce **comm. 48 [mars]**

BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT prat. 1 [janv.]

BIENS INDIVIS

Droit de poursuite des créanciers
Saisie immobilière
Absence d'autorisation du juge-commissaire **comm. 49 [mars]**

C

CAUTIONNEMENT

Admission de la créance garantie
Prescription de l'action contre la caution **comm. 68 [mai]**
Caution personne morale
Plan de sauvegarde **comm. 67 [mai]**
Prescription de l'action du créancier contre la caution
Admission des créances **comm. 141 [sept.]**

CESSATION DES PAIEMENTS

Assignation en report de la date
Qualité pour recevoir l'assignation
Représentant légal de la société **comm. 91 [mai]**
Report de la date
Difficultés passagères **comm. 31 [mars]**
Vérification des créances **comm. 30 [mars]**

CESSION

Procédure d'insolvabilité
Choix des travailleurs repris
Directive 2001/23/CE **comm. 167 [nov.]**

CESSION D'ENTREPRISE

Pourvoi en cassation
Excès de pouvoir **comm. 66 [mai]**

CHEF D'ENTREPRISE

Loi Pacte **dossier 24 [juill.]**

CLASSES DE CRÉANCIERS

Droit allemand **dossier 18 [mai]**
Droit comparé **dossier 17 [mai]**

CLAUSE DE SOLIDARITÉ INVERSÉE **dossier 25 [juill.]**
..... **comm. 73 [mai]**

CLÔTURE DE LA LIQUIDATION

JUDICIAIRE

Prorogation du terme
Article L. 643-9, alinéa 1, du Code de commerce
Mesure d'administration judiciaire [oui] **comm. 78 [mai]**
Article L. 643-9, alinéa 4, du Code de commerce
Mesure d'administration judiciaire [non] **comm. 78 [mai]**

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Fin du dessaisissement
Poursuite des instances en cours
Désignation d'un mandataire **comm. 34 [mars]**
Reprise des poursuites
Créance fiscale **comm. 184 [nov.]**

COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Qualité pour agir
Contestation de la désignation du mandataire ad hoc **comm. 155 [nov.]**

COMPENSATION

Cotisations CNBF
Prestations invalidité **comm. 114 [juill.]**

COMPÉTENCE

Action en paiement d'une créance postérieure
Tribunal de droit commun **comm. 62 [mai]**
Admission des créances
Contestation sérieuse

Répartition des compétences **comm. 63 [mai]**

Avenant à un bail commercial

Demande de nullité
Tribunal de la procédure collective **comm. 102 [juill.]**

Nullité de la période suspecte

Transaction
Indemnités de licenciement **comm. 127 [sept.]**

Procédure d'insolvabilité

Compétence
Jurisdiction de l'État d'ouverture de la procédure **comm. 161 [nov.]**
Droit international privé
Centre principal des intérêts **comm. 166 [nov.]**
Regroupement de procédures **comm. 166 [nov.]**

Tribunal de grande instance

Responsabilité des mandataires **comm. 3 [janv.]**
Responsabilité civile personnelle **comm. 58 [mai]**

Tribunal de la procédure collective

Extension de compétence
Domaine **comm. 62 [mai]**
Nullité de la période suspecte
Transaction sur des indemnités de licenciement **comm. 142 [sept.]**

CONCILIATION

Accord de conciliation

Abus de dépendance **étude 21 [nov.]**

Confidentialité

Liberté de la presse **comm. 157 [nov.]**

Ouverture

Avis du ministère public sur la rémunération du conciliateur
Vérification des conditions d'ouverture de la conciliation **comm. 156 [nov.]**

Statistiques

..... **dossier 1 [janv.]**
..... **dossier 2 [janv.]**

CONFUSION DE PATRIMOINES

Caractérisation **étude 22 [nov.]**

Relations financières anormales **comm. 93 [mai]**

Relations financières anormales

Action en responsabilité pour insuffisance d'actif
Action exercée subsidiairement **comm. 80 [mai]**

CONSEIL NATIONAL DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Prix des masters **alerte 16 [mars]**
Remise de prix **alerte 27 [nov.]**

CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE

Dessaisissement

Droit propre
Représentant de la personne morale **comm. 153 [sept.]**

CONTESTATION DE CRÉANCE

Délai de réponse du créancier
Champ d'application **comm. 140 [sept.]**
Pouvoirs du juge-commissaire **comm. 139 [sept.]**

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Période suspecte
Nullité
Contrat déséquilibré **comm. 143 [sept.]**

CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

Absence de motif économique
Sanction **comm. 36 [mars]**
Effet
Renonciation aux propositions de reclassement **comm. 37 [mars]**
Information du salarié sur le motif économique du licenciement **comm. 39 [mars]**
Salarié protégé **comm. 38 [mars]**

CONTRAT DE TRAVAIL

Associé unique d'EURL
Associé non gérant
Absence de lien de subordination **comm. 106 [juill.]**

Existence

Charge de la preuve.....	comm. 168 [nov.]	Pouvoirs.....	dossier 46 [nov.]
Fin du mandat social du salarié nommé gérant		CRÉANCIER PUBLIC	
Reprise du contrat de travail.....	comm. 168 [nov.]	Codébiteur solidaire	dossier 35 [juill.]
Nullité de la période suspecte		Conjoint du débiteur	
Contrat commutatif déséquilibré.....	comm. 13 [janv.]	Solidarité.....	dossier 35 [juill.]
Indemnisation des prestations fournies		Garanties personnelles	
Salaires [non].....	comm. 25 [janv.]	Cautions.....	dossier 35 [juill.]
Nullités de la période suspecte		Notion	dossier 27 [juill.]
Contrat commutatif déséquilibré.....	comm. 14 [janv.]	Plan de redressement	dossier 33 [juill.]
CONTRAT EN COURS		Sûretés réelles	
Juge-commissaire		Effacité.....	dossier 34 [juill.]
Pouvoirs.....	dossier 41 [nov.]	CRÉANCIERS	
CONTRIBUTION AUX PERTES		Classement	
Qualité pour agir		AGS.....	dossier 6 [mars]
Liquidateur judiciaire		D	
Associés.....	comm. 90 [mai]	DATE DE NAISSANCE DES CRÉANCES	
CONTRIBUTION AUX PERTES DES ASSOCIÉS		Régularisation de cotisations sociales	
Action sociale		Période d'activité ayant généré les cotisations.....	comm. 132 [sept.]
Dessaisissement		DÉBITEUR RETIRÉ DES AFFAIRES	
Compétence du liquidateur judiciaire.....	comm. 33 [mars]	Ouverture de la procédure	
CONTRÔLEUR		Passif résiduel.....	comm. 27 [mars]
Désignation		DÉCLARATION DE CRÉANCE	
Voies de recours.....	comm. 56 [mai]	AGS	dossier 8 [mars]
Interdiction de gérer		Déclaration du débiteur pour le compte du créancier	
Mise en demeure du mandataire judiciaire ou du liquidateur.....	formule 1 [mai]	Mention du nom du créancier	
Qualité pour agir		Absence de mention du montant de la créance.....	comm. 138 [sept.]
Voies de recours		Déclaration par avocat	
Conditions.....	comm. 57 [mai]	Dispense d'avoir à justifier de son mandat.....	comm. 136 [sept.]
Voies de recours		Intérêts à échoir	comm. 137 [sept.]
Qualité pour agir		Irrégularité	
Conditions.....	comm. 65 [mai]	Effet.....	dossier 45 [nov.]
CONVERSION DE CRÉANCES EN CAPITAL		Nature	
Cession forcée de droits sociaux		Action en justice [non].....	comm. 133 [sept.]
Debt to equity swap		Procédure d'insolvabilité	
Lender lend.....	étude 3 [janv.]	Qualité pour déclarer.....	comm. 164 [nov.]
CONVERSION DU REDRESSEMENT EN LIQUIDATION JUDICIAIRE		Procédures collectives successives	
Saisine d'office		Résolution du plan.....	comm. 134 [sept.]
Modalités.....	comm. 104 [juill.]	Actualisation de la créance.....	comm. 135 [sept.]
COTISATIONS SOCIALES		Relevé de forclusion	
Avocat		Réclamation.....	dossier 31 [juill.]
Dettes personnelles		DÉCLARATION NOTARIÉE D'INSAISSABILITÉ	
Prise en charge par la SCP.....	comm. 17 [janv.]	Irrégularité	
Travailleur non salarié		Contestation par le liquidateur judiciaire	
.....	étude 10 [mai]	Application de la jurisprudence dans le temps.....	comm. 53 [mars]
COTISATIONS TNS		DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES	
Nature		Statistiques	alerte 7 [janv.]
Régime.....	étude 10 [mai]	DÉLAIS ET REMISES	
CRÉANCE FISCALE		AGS	dossier 8 [mars]
Admission à titre provisionnel		Créanciers publics	dossier 33 [juill.]
Admission définitive		DÉPÔT DES COMPTES ANNUELS	
Délai.....	dossier 25 [juill.]	Obligation	
Créance admise		Constitutionnalité.....	comm. 154 [nov.]
Clôture pour insuffisance d'actif		DESSAISSEMENT	
Reprise des poursuites.....	comm. 184 [nov.]	Action en contribution aux pertes des associés	
CRÉANCE PUBLIQUE		Compétence du liquidateur judiciaire.....	comm. 33 [mars]
Contestation	dossier 32 [juill.]	Actions attachées à la personne	
Déclaration et admission	dossier 31 [juill.]	Divorce ou succession	
Fait générateur	dossier 29 [juill.]	Intervention du liquidateur judiciaire.....	comm. 75 [mai]
Paiement forcé		Clôture pour insuffisance d'actif	
Arrêt des poursuites individuelles.....	dossier 30 [juill.]	Poursuite des instances en cours	
Privilège du Trésor et de la sécurité sociale		Désignation d'un mandataire.....	comm. 34 [mars]
Seuils.....	dossier 25 [juill.]	Droit propre	
Responsabilité fiscale du dirigeant	dossier 36 [juill.]	Constitution de partie civile	
Utilité	dossier 29 [juill.]		
CRÉANCE SALARIALE			
Juge-commissaire			

	Représentant de la personne morale.....	comm. 153 [sept.]
Droits propres		
	Prestation compensatoire	
	Condamnation à l'abandon d'un immeuble en pleine propriété.....	comm. 55 [mars]
	Rapport à la succession.....	comm. 55 [mars]
Indivisaire		
	Partage	
	Pouvoir du liquidateur.....	comm. 50 [mars]
Vente immobilière non enregistrée		
	Vente immobilière non publiée	
	Opposabilité.....	comm. 76 [mai]

DIRECTIVE N° 2001/23/CE

Transfert d'entreprise		
	Transfert des salariés	
	Prepack cession et plan de cession.....	étude 23 [nov.]

DIRECTIVE N° 2008/94/CE

Garantie des salaires		
	Étendue	
	Droit bulgare.....	comm. 162 [nov.]
Prestations vieillesse		
	Étendue	
	Minimum garanti.....	comm. 163 [nov.]

DIRECTIVE [UE] N° 2019/1023 RELATIVE AUX CADRES DE RESTRUCTURATION PRÉVENTIVE

		dossier 14 [mai]
		dossier 16 [mai]
		dossier 17 [mai]
		dossier 18 [mai]
Harmonisation des droits		
	Libre circulation des capitaux.....	étude 9 [mai]
Praticiens de l'insolvabilité		
	Convergence	
	Droit européen.....	dossier 22 [mai]
	Statut et rôle.....	dossier 19 [mai]
		dossier 20 [mai]
		dossier 21 [mai]
Prévention des difficultés des entreprises		
	Droit européen.....	dossier 11 [mai]
	Droit italien.....	dossier 13 [mai]
	Harmonisation.....	dossier 10 [mai]
		dossier 12 [mai]
		dossier 15 [mai]
Transposition		
	Consultation publique.....	repère 4 [juill.]
		alerte 22 [juill.]
	Propositions de réforme.....	étude 12 [juill.]

DIRIGEANT

Responsabilité fiscale	dossier 36 [juill.]
-------------------------------------	---------------------

DIRIGEANT DE FAIT

Banqueroute		
	Violation de l'interdiction de gérer.....	comm. 46 [mars]
Caractérisation		
	Preuve	
	Faisceau d'indices.....	comm. 46 [mars]

DIRIGEANT SOUS PROCÉDURE COLLECTIVE

Éligibilité au tribunal de commerce	alerte 25 [sept.]
--	-------------------

DISPOSITIF AGRIDIFF

Modifications	comm. 115 [juill.]
----------------------------	--------------------

DIVORCE

Prestation compensatoire		
	Pouvoirs du liquidateur	
	Tierce opposition.....	comm. 55 [mars]

DOING BUSINESS

Classement	alerte 26 [nov.]
-------------------------	------------------

DROIT ALLEMAND

Plan d'insolvabilité		
	Groupes de créanciers.....	dossier 18 [mai]

DROIT COMPARÉ

Droit suisse	étude 6 [mars]
---------------------------	----------------

Droit tchèque	étude 19 [sept.]
----------------------------	------------------

DROIT DE RÉTENTION

Immeuble		
	Report sur le prix de vente.....	comm. 70 [mai]
		comm. 79 [mai]

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

MOOC		
	Université Toulouse 1 Capitole.....	alerte 18 [mars]
Projets de réforme		
	Articulation.....	repère 2 [mars]

DROIT EUROPÉEN

Adaptation du droit français		
	Loi Pacte.....	repère 3 [mai]
Proposition de directive		
	Praticiens de l'insolvabilité.....	étude 2 [janv.]

E

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL À RESPONSABILITÉ LIMITÉE [EIRL]

Loi Pacte	dossier 24 [juill.]
------------------------	---------------------

ENTREPRISE D'INVESTISSEMENT

Liquidation judiciaire		
	Qualité pour agir en responsabilité pour insuffisance d'actif	
	Liquidateur nommé par le tribunal.....	comm. 179 [nov.]

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Financement	table ronde 3 [sept.]
--------------------------	-----------------------

EXTENSION DE PROCÉDURE

Comportement fautif du gérant	comm. 29 [mars]	
Confusion de patrimoines		
	Conditions.....	étude 22 [nov.]
	Relations financières anormales.....	comm. 80 [mai]
Limite temporelle		
	Plan de cession partielle.....	comm. 1 [janv.]
Plan de cession partielle	comm. 28 [mars]	

F

FAILLITE INTERNATIONALE

Reconnaissance des procédures d'insolvabilité étrangères		
	Droit suisse.....	étude 6 [mars]

FAILLITE PERSONNELLE

Absence de coopération avec les organes de la procédure		
	Interdiction de gérer	
	Élément indifférent.....	comm. 86 [mai]
Prescription de l'action		
	Point de départ du délai	
	Jugement de condamnation en responsabilité pour insuffisance d'actif devenu exécutoire.....	comm. 85 [mai]

FAILLITE PERSONNELLE ET INTERDICTION DE GÉRER

Absence d'activité de la société		
	Caractère indifférent.....	comm. 86 [mai]
Non-respect de l'interdiction de gérer		
	Sanction.....	étude 8 [mai]

FICHER NATIONAL DES INTERDITS DE GÉRER

		étude 8 [mai]
--	--	---------------

G

GARANTIE DES SALAIRES

Créances salariales non garanties		
	Rupture du contrat de travail à l'initiative	

du salarié Absence de renvoi d'une QPC au Conseil constitutionnel.....	comm. 169 [nov.]		
Étendue Droit bulgare Conformité à la directive 2008/ 94/CE.....	comm. 162 [nov.]		
Existence d'un contrat de travail Charge de la preuve.....	comm. 168 [nov.]		
Liquidation judiciaire Créance salariale plafonnée à 1 mois et demi Principe directeur du procès.....	comm. 170 [nov.]		
Périmètre Limites.....	dossier 5 [mars]		
Plan de sauvegarde de l'emploi.....	dossier 7 [mars]		
Plafond de garantie Calcul Prise en compte des cotisations sociales.....	comm. 24 [janv.]		
Détermination Prise en compte du précompte salarial.....	comm. 107 [juill.]		
Précompte salarial.....	comm. 23 [janv.]		
Plan de cession	dossier 9 [mars]		
GÉRANT DE SARL			
Surendettement des particuliers Éligibilité.....	comm. 95 [mai]		
GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE			
Bourse commune Taux de référence 2019.....	alerte 5 [janv.]		
GROUPE DE SOCIÉTÉS			
Intérêt du groupe Solution de la procédure.....	comm. 92 [mai]		
Société d'exploitation-SCI Confusion de patrimoines Relations financières anormales.....	comm. 93 [mai]		
H			
HYPOTHÈQUE			
Plan de cession Titre exécutoire Transmission.....	comm. 69 [mai]		
I			
IMMATRICULATION DES ENTREPRISES			
Simplification Création par voie électronique.....	alerte 13 [mars]		
INDICATEUR FIBEN			
Suppression du code 050 Banque de France.....	alerte 4 [janv.]		
INDIVISION			
Droit de poursuite des créanciers Saisie immobilière Absence d'autorisation du juge- commissaire.....	comm. 49 [mars]		
Liquidation judiciaire d'un indivisaire Partage Pouvoir du liquidateur.....	comm. 50 [mars]		
INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT			
Procédure collective Obligations du mandataire de justice.....	étude 17 [sept.]		
INSUFFISANCE D'ACTIF			
Caractérisation Cessation des paiements.....	comm. 81 [mai]		
INTERDICTION DE GÉRER			
Application de la loi dans le temps Rétroactivité in mitius.....	comm. 98 [mai]		
Assignation Contrôleurs Formule.....	formule 3 [sept.]		
Clôture pour insuffisance d'actif Reprise des poursuites Créance fiscale.....	comm. 184 [nov.]		
Mise en demeure du mandataire judiciaire ou du liquidateur par les contrôleurs	formule 1 [mai]		
Motivation sur le principe et sur le quantum Autorité du pénal sur le civil Limite.....	comm. 183 [nov.]		
Obligation de motivation Constitutionnalité.....	comm. 87 [mai]		
INTERDICTION DES POURSUITES			
Syndic de copropriété Liquidation judiciaire Remise des fonds, documents et archives au nouveau syndic.....	comm. 119 [juill.]		
INTÉRÊT COLLECTIF DES CRÉANCIERS			
Notion Qualité pour agir à titre individuel Préjudice personnel.....	comm. 186 [nov.]		
J			
JUGE CONSULAIRE			
Formation Commissaires aux comptes.....	alerte 17 [mars]		
Impartialité Déontologie.....	étude 13 [juill.]		
JUGE-COMMISSAIRE			
Attributions	dossier 38 [nov.]		
Ordonnances Nature.....	dossier 39 [nov.]		
Pouvoirs Contrats.....	dossier 41 [nov.]		
Créances salariales.....	dossier 46 [nov.]		
Réalisation de l'actif.....	dossier 43 [nov.]		
Revendications et restitutions.....	dossier 42 [nov.]		
Vérification des créances.....	étude 16 [sept.]		
	dossier 44 [nov.]		
L			
LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX			
Restructuration des entreprises	étude 9 [mai]		
LICENCIEMENT			
Calcul de l'indemnité Faute grave durant le préavis Interruption du préavis.....	comm. 171 [nov.]		
Congé de maternité	comm. 148 [sept.]		
Congé de paternité Période de protection Arrêt maladie.....	comm. 144 [sept.]		
Entretien préalable Délai de convocation Décompte du délai.....	comm. 150 [sept.]		
Nullité Motivation de la lettre de licenciement Action contentieuse envisagée par le salarié.....	comm. 40 [mars]		
Réintégration Montant de l'indemnité.....	comm. 40 [mars]		
Salarié inapte Consultation des délégués du personnel Délai.....	comm. 152 [sept.]		
Irrégularité du licenciement Indemnité compensatrice.....	comm. 152 [sept.]		
LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE			
Absence de mise en place des représentants du personnel Indemnisation du salarié.....	comm. 19 [janv.]		
Action en nullité fondée sur l'irrégularité, l'insuffisance ou l'absence du PSE Prescription Point de départ du délai.....	comm. 172 [nov.]		
Contrat de sécurisation professionnelle			

Absence de motif économique	
Sanction.....	comm. 36 [mars]
Effet	
Renonciation aux propositions de reclassement.....	comm. 37 [mars]
Licenciement nul	
Liquidation judiciaire	
Remboursement à Pôle emploi des indemnités chômage versées aux salariés.....	comm. 174 [nov.]
Liquidation judiciaire	
Procédure.....	comm. 145 [sept.]
Salarié protégé	
Information du liquidateur judiciaire.....	comm. 20 [janv.]
Séparation des pouvoirs	
Légèreté blâmable.....	comm. 21 [janv.]
Motif économique	
Versement d'une prime de participation.....	comm. 35 [mars]
Plan de sauvegarde de l'emploi	
Catégories professionnelles	
Critères de licéité des catégories professionnelles.....	comm. 146 [sept.]
Procédure	
Contrat de sécurisation professionnelle	
Information du salarié sur le motif économique du licenciement.....	comm. 39 [mars]
Salarié protégé.....	comm. 38 [mars]
Salarié protégé	
Autorisation du juge-commissaire	
Saisine de l'administration postérieurement à l'expiration de la période d'observation.....	comm. 147 [sept.]
Condition pour se prévaloir du statut protecteur	
Information de l'employeur.....	comm. 45 [mars]
Liquidation judiciaire	
Connaissance du mandat externe par le liquidateur.....	comm. 173 [nov.]
Transaction	
Nullité de la période suspecte	
Compétence.....	comm. 127 [sept.]
Compétence du tribunal de la procédure collective.....	comm. 142 [sept.]
LIQUIDATION JUDICIAIRE	
Conversion de redressement en liquidation	
Conversion de sauvegarde en redressement	
Constat de la cessation des paiements [non].....	comm. 32 [mars]
Conversion du redressement	
Rejet du plan de redressement	
Prise en compte du passif contesté.....	comm. 105 [juill.]
Conversion du redressement judiciaire	
Irrégularité de la convocation du débiteur	
Absence d'effet dévolutif de l'appel-nullité.....	comm. 128 [sept.]
Procédure.....	étude 5 [mars]
Loi Pacte	dossier 26 [juill.]
Mention au casier judiciaire	
Suppression	
Loi Pacte.....	dossier 24 [juill.]
Plan de sauvegarde de l'emploi et autorisation des licenciements	
Consultation du CHSCT	
Contrôle du contenu du PSE.....	comm. 145 [sept.]
Régime social des indépendants	alerte 9 [janv.]
LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE	
Seuils.....	repère 6 [nov.]
LOI PACTE	
Procédures collectives.....	dossier 23 [juill.]
M	
MANDAT AD HOC	
Accord amiable	
Abus de dépendance.....	étude 21 [nov.]
Contestation de la désignation du mandataire ad hoc	

Qualité pour agir	
Comité social et économique.....	comm. 155 [nov.]
Statistiques	dossier 1 [janv.]
	dossier 2 [janv.]

MANDATAIRES DE JUSTICE

Rémunération	
Application de la loi dans le temps.....	comm. 61 [mai]
Fixation du tarif	
Annulation de l'arrêté du 27 février 2018.....	comm. 61 [mai]
Tarifs	
Annulation.....	alerte 2 [janv.]

MANQUEMENT D'INITIÉ

Société cotée	
Société en difficulté.....	étude 15 [sept.]

MARCHÉ PUBLIC

Entreprises exclues	
Plan de redressement.....	alerte 19 [mai]
	alerte 20 [mai]

MINISTÈRE PUBLIC

Avis sur la rémunération du conciliateur	
Vérification des conditions d'ouverture de la conciliation.....	comm. 156 [nov.]

N

NON-DÉPÔTS DES COMPTES ANNUELS

Injonction du président du tribunal	
Notification à la société.....	comm. 99 [mai]

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Compétence	
Transaction	
Indemnités de licenciement.....	comm. 127 [sept.]
Acte à titre gratuit	
Acte accompli postérieurement à la cessation des paiements	
Absence de pouvoir d'appréciation du juge.....	comm. 11 [janv.]
Acte à titre gratuit translatif de propriété	
Paiement de la dette d'un tiers.....	comm. 10 [janv.]
Compétence	
Tribunal de la procédure collective	
Incompétence soulevée en appel.....	comm. 7 [janv.]
Contrat commutatif déséquilibré	
Contrat de travail.....	comm. 13 [janv.]
	comm. 14 [janv.]
Contrat d'apprentissage	
Contrat déséquilibré.....	comm. 143 [sept.]
Contrat de travail	
Indemnisation des prestations fournies	
Salaires [non].....	comm. 25 [janv.]
Déclaration notariée d'insaisissabilité	
Déclaration faite dans les 6 mois précédant la cessation des paiements	
Pouvoir d'appréciation du juge.....	comm. 12 [janv.]
Défaut de qualité pour agir	
Fin de non-recevoir d'ordre public.....	comm. 2 [janv.]
Donation	
Partage patrimonial	
Procédure de divorce.....	comm. 9 [janv.]
Droit européen	
Action révocatoire.....	comm. 16 [janv.]
Paiement de dette non échue	
Remboursement anticipé d'un prêt	
Clause de remboursement anticipé.....	comm. 15 [janv.]
Prescription de l'action	
Prescription de droit commun [non]	
Durée des fonctions des titulaires de l'action.....	comm. 6 [janv.]
Qualité pour agir	
Liste limitative	
Débiteur cédé.....	comm. 5 [janv.]
Transaction	
Indemnités de licenciement	
Compétence.....	comm. 142 [sept.]

O

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

- Démarches insuffisantes**
 - Recherches très limitées dans le temps
 - Recherches limitées à une société du groupe..... **comm. 175 [nov.]**
- Inaptitude**
 - Sanction..... **comm. 22 [janv.]**
- Responsabilité de l'administrateur judiciaire.** **comm. 149 [sept.]**

ORDONNANCE DU JUGE-COMMISSAIRE

- Absence d'excès de pouvoir**
 - Autorisation de la vente d'un immeuble sur le territoire d'un État étranger
 - Absence de vérification de la possibilité de réaliser la vente..... **comm. 165 [nov.]**
- Voies de recours**..... **dossier 40 [nov.]**

P

PANORAMA DE JURISPRUDENCE

- Douai**..... **chron. 1 [nov.]**

PÉRIODE D'ESSAI

- Calcul de la durée**
 - Prise en compte des jours de récupération..... **comm. 176 [nov.]**
- Rupture**
 - Accident du travail
 - Connaissance par l'employeur..... **comm. 176 [nov.]**

PLAN

- Élaboration**..... **table ronde 1 [janv.]**

PLAN DE CESSION

- Cession du bail**
 - Clause de solidarité inversée
 - Clause réputée non écrite..... **comm. 73 [mai]**
- Sort des salariés**
 - Intervention de l'AGS..... **dossier 9 [mars]**
- Substitution de cessionnaire**
 - Étendue de la garantie..... **comm. 74 [mai]**

PLAN DE CONTINUATION

- Besoin en fonds de roulement**
 - Financement..... **prat. 1 [janv.]**

PLAN DE REDRESSEMENT

- Appréciation**
 - Groupe de sociétés
 - Approche globale..... **comm. 71 [mai]**
- Créanciers publics**..... **dossier 33 [juill.]**
- Durée**
 - Agriculteur
 - Personne morale..... **comm. 116 [juill.]**
- Groupe de sociétés**
 - Intérêt du groupe..... **comm. 92 [mai]**
- Marché public**
 - Entreprises exclues..... **alerte 19 [mai]**
 - **alerte 20 [mai]**
- Rejet**
 - Prise en compte du passif contesté..... **comm. 105 [juill.]**

PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

- Absence d'homologation ou de validation par la Direccte**
 - Contentieux
 - Compétence judiciaire..... **comm. 42 [mars]**
- Garantie de l'AGS**
 - Étendue..... **dossier 7 [mars]**
- Homologation ou validation par la Direccte**
 - Contentieux
 - Compétence administrative..... **comm. 41 [mars]**

PLAN DE SAUVEGARDE OU DE REDRESSEMENT

- Élaboration**
 - Prise en compte du passif déclaré..... **comm. 72 [mai]**

POURSUITE D'ACTIVITÉ

- Financement**..... **table ronde 3 [sept.]**

PRATICIENS DE L'INSOLVABILITÉ

- Droit européen**..... **dossier 19 [mai]**
- Droit allemand**..... **dossier 21 [mai]**
- Droit français**..... **dossier 20 [mai]**

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

- Procédures collectives**..... **dossier 37 [juill.]**

PRESTATIONS VIEILLESSE

- Étendue**
 - Minimum garanti
 - Directive 2008/94/CE..... **comm. 163 [nov.]**

PRÊT DE RESTRUCTURATION

- Article L. 650-1 du Code de commerce**
 - Champ d'application..... **comm. 88 [mai]**

PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

- Détection précoce**
 - Algorithmes
 - DGFIP..... **alerte 12 [mars]**
- Droit européen**..... **alerte 10 [janv.]**
- **dossier 14 [mai]**
- **dossier 15 [mai]**
- **dossier 16 [mai]**
- **dossier 17 [mai]**
- Signaux faibles**..... **alerte 24 [juill.]**

PRIORITÉ DE RÉEMBAUCHAGE

- Absence de mention dans la lettre de licenciement**
 - Sanction
 - Préjudice distinct du licenciement..... **comm. 108 [juill.]**

PRIVILÈGE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

- Publication**..... **dossier 34 [juill.]**

PRIVILÈGE DU TRÉSOR

- Publication**..... **dossier 34 [juill.]**
- Seuils**..... **dossier 25 [juill.]**

PROCÉDURE DE LICENCIEMENT

- Non-respect du formalisme**
 - Licenciement sans cause réelle et sérieuse..... **comm. 177 [nov.]**

PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

- Saisie pénale**..... **étude 25 [nov.]**

PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

- Action révocatoire**
 - Compétence
 - Juridictions de l'État d'ouverture de la procédure..... **comm. 161 [nov.]**
- Compétence**
 - Droit international privé
 - Centre principal des intérêts et regroupement de procédures..... **comm. 166 [nov.]**
- Déclaration de créance**
 - Qualité pour déclarer..... **comm. 164 [nov.]**
- Droit tchèque**..... **étude 19 [sept.]**
- Instance en cours**
 - Loi applicable..... **comm. 158 [nov.]**
- Procédure ouverte en France**
 - Effets sur le territoire français
 - Absence d'acceptation par l'État étranger..... **comm. 165 [nov.]**
- Production de créance**
 - Absence d'indication de la date de naissance de la créance..... **comm. 160 [nov.]**
- Proposition de directive**..... **alerte 3 [janv.]**
- Transfert d'entreprise**
 - Choix des travailleurs repris
 - Directive 2001/23/CE..... **comm. 167 [nov.]**
- Universalité de la faillite**
 - Limites..... **comm. 165 [nov.]**

PROCÉDURES DE RESTRUCTURATION PRÉVENTIVE

Directive
Champ d'application..... dossier 14 [mai]

PROCÉDURES SUCCESSIVES

Exercice des voies de recours..... comm. 130 [sept.]

PROFESSION LIBÉRALE

Société civile professionnelle
Redressement judiciaire
Cotisations sociales..... comm. 17 [janv.]

Q

QUALITÉ DU DÉBITEUR

Gérant d'EARL
Éligibilité au redressement judiciaire
Absence d'activité agricole distincte..... comm. 26 [mars]

R

RAPPORT DOING BUSINESS 2019..... alerte 1 [janv.]

RÉALISATION DE L'ACTIF

Bien insaisissable
Déclaration notariée d'insaisissabilité..... comm. 52 [mars]
Cession de gré à gré de biens communs
Ordonnance du juge-commissaire
Vente parfaite..... comm. 51 [mars]
Clause d'inaliénabilité
Pouvoirs du liquidateur
Demande de mainlevée..... comm. 54 [mars]
Renonciation à la clause par les donateurs..... comm. 54 [mars]
Pouvoirs du juge-commissaire..... dossier 43 [nov.]
Voies de recours
Appel
Propriétaire de l'immeuble..... comm. 129 [sept.]

REÇU POUR SOLDE DE TOUT COMPTE

Absence de signature du salarié
Conséquences..... comm. 151 [sept.]
Dénonciation..... comm. 18 [janv.]
Point de départ du délai de dénonciation... comm. 43 [mars]
Portée..... comm. 18 [janv.]

RÉFORME DU DROIT DES SÛRETÉS

Consultation publique..... alerte 22 [juill.]

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Blockchain..... alerte 15 [mars]
Émoluments dus au greffier
Pluralités d'inscriptions modificatives..... alerte 6 [janv.]

RÈGLEMENT AMIABLE AGRICOLE

Statistiques..... dossier 1 [janv.]
..... dossier 2 [janv.]

RÈGLEMENT INSOLVABILITÉ

Champ d'application
Action en constatation de l'existence de créances..... comm. 160 [nov.]
Fondement juridique de l'action
Lien entre l'action et la procédure d'insolvabilité..... comm. 159 [nov.]

REJET DE LA DEMANDE DE CLÔTURE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

Article L. 643-9, alinéa 1^{er} du Code de commerce
Mesure d'administration judiciaire..... comm. 4 [janv.]

RELEVÉ DE FORCLUSION

Absence de mise à jour des inscriptions
Absence d'avertissement du créancier
Responsabilité du créancier..... comm. 131 [sept.]

RÉPARTITIONS..... prat. 2 [nov.]

REPORT DE LA DATE DE CESSATION DES PAIEMENTS

Procédures successives
Poursuites en cassation
Qualité pour agir..... comm. 130 [sept.]

REPRISE D'ENTREPRISE

Formalités d'immatriculation
Gratuité..... alerte 14 [mars]

REQUALIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Contrat à temps plein
Prescription..... comm. 44 [mars]

RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Obligation de reclassement..... comm. 60 [mai]

RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS

Action des associés
Condition de recevabilité
Préjudice individuel..... comm. 94 [mai]

RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

Bien-fondé de l'action
Contrôle de la Cour de cassation..... comm. 60 [mai]
Compétence
Tribunal de grande instance
Incompétence du tribunal de la procédure collective..... comm. 3 [janv.]
..... comm. 60 [mai]
Conditions
Obligations environnementales
Installation classée pour la protection de l'environnement..... étude 17 [sept.]

Responsabilité civile personnelle
Compétence
Tribunal de grande instance..... comm. 58 [mai]

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Article L. 650-1 du Code de commerce
Immixtion dans la gestion du débiteur
Appréciation restrictive..... comm. 185 [nov.]
Banquier dispensateur de crédit
Article L. 650-1 du Code de commerce
Banquier n'étant plus créancier au jour de l'ouverture de la procédure..... comm. 89 [mai]
Prêt de restructuration..... comm. 88 [mai]
Immixtion dans la gestion du débiteur
Octroi d'un crédit de restructuration..... comm. 185 [nov.]
Rupture abusive de concours bancaires
Qualité pour agir..... comm. 186 [nov.]

RESPONSABILITÉ DU LIQUIDATEUR

Bail commercial
Libération des locaux
Faute du bailleur..... comm. 77 [mai]
Clause de réserve de propriété
Revendication
Vente du bien revendiqué..... alerte 21 [juill.]
Qualité pour agir
Créancier
Préjudice personnel..... comm. 59 [mai]
Intérêt collectif des créanciers
Reconstitution du gage commun..... comm. 59 [mai]

RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Action exercée subsidiairement
Action en extension de procédure
Confusion de patrimoines..... comm. 80 [mai]
Appel fondé sur l'absence de référence au rapport du juge-commissaire
Absence d'irrégularité de l'acte introductif d'instance
Effet dévolutif de l'appel..... comm. 178 [nov.]
Application de la loi dans le temps
Simple négligence..... comm. 83 [mai]

Constitutionnalité.....	comm. 96 [mai]	SALARIÉ PROTÉGÉ	
Faute de gestion.....	comm. 182 [nov.]	Contrat de sécurisation professionnelle.....	comm. 38 [mars]
Chronologie des fautes de gestion.....	comm. 82 [mai]	Licenciement économique	
Lien de causalité.....	comm. 181 [nov.]	Information du liquidateur judiciaire.....	comm. 20 [janv.]
Notion		Mandat extérieur	
<i>Crise économique de 2008</i>	comm. 180 [nov.]	Condition pour se prévaloir du statut protecteur	
Inexécution de la condamnation		<i>Information de l'employeur</i>	comm. 45 [mars]
Sanction		Mandat externe à l'entreprise	
<i>Faillite personnelle</i>	comm. 85 [mai]	Licenciement autorisé par l'inspecteur du travail	
Insuffisance d'actif		<i>Connaissance du mandat externe par le liquidateur</i>	comm. 173 [nov.]
Caractérisation		SANCTION PERSONNELLE	
<i>Cessation des paiements</i>	comm. 81 [mai]	Inscription au casier judiciaire	
Prescription		Dispense [non].....	étude 18 [sept.]
Interruption		SAUVEGARDE	
<i>Assignment en justice</i>	comm. 178 [nov.]	Saisie pénale.....	étude 24 [nov.]
Qualité pour agir		SIGNAUX FAIBLES	alerte 24 [juill.]
Entreprise d'investissement		SITUATION DES CRÉANCIERS	
<i>Liquidateur nommé par le tribunal</i>	comm. 179 [nov.]	Évolution	
Solidarité fiscale		Directive relative aux cadres de restructuration préventifs.....	table ronde 2 [mai]
Cumul.....	comm. 97 [mai]	SOCIÉTÉ COTÉE EN DIFFICULTÉ	
Cumul de responsabilité.....	comm. 84 [mai]	Droit des marchés financiers	
RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL		Droit des entreprises en difficulté.....	repère 5 [sept.]
Dette locative		Information financière	étude 15 [sept.]
Effacement		Plan de redressement	
<i>Résiliation du bail</i>	comm. 126 [sept.]	Défaut de paiement d'un dividende	
Loi Pacte	dossier 26 [juill.]	<i>Information privilégiée</i>	repère 5 [sept.]
REVENDEICATION		SORT DES DIRIGEANTS	
Acquiescement		Cotisations TNS	
Responsabilité de l'administrateur judiciaire		Nature	
<i>Mission d'assistance</i>	comm. 100 [juill.]	<i>Régime</i>	étude 10 [mai]
REVENDEICATIONS ET RESTITUTIONS		SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS	
Pouvoir du juge-commissaire.....	dossier 42 [nov.]	Champ d'application	
RUPTURE CONVENTIONNELLE		Gérant de SARL.....	comm. 95 [mai]
Convention non datée		Éligibilité	
Sanction		Bonne foi	
<i>Licenciement sans cause réelle et sérieuse</i>	comm. 109 [juill.]	<i>Caractérisation</i>	comm. 120 [sept.]
Point de départ du délai de rétractation		Gérant de SARL ou d'EARL.....	comm. 121 [sept.]
Convention non datée.....	comm. 109 [juill.]	Situation patrimoniale	
RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVE		<i>Dettes indemnitaires</i>	comm. 122 [sept.]
Absence de motif économique		Succession de plans de redressement	
Absence de consultation des représentants du personnel.....	comm. 110 [juill.]	Crédit à la consommation	
S		<i>Point de départ du délai de forclusion</i>	comm. 123 [sept.]
SAISIE ADMINISTRATIVE À TIERS DÉTENTEUR		Suspension de la mesure d'expulsion du logement	
Saisie immobilière		Pouvoirs du juge	
Saisie conservatoire.....	dossier 30 [juill.]	<i>Opportunité et durée de la suspension</i>	comm. 124 [sept.]
SAISIE DES RÉMUNÉRATIONS		Vérification des créances	
Barème.....	alerte 8 [janv.]	Voies de recours	
SAISIE PÉNALE		<i>Pourvoi en cassation</i>	comm. 125 [sept.]
Procédure de sauvegarde.....	étude 25 [nov.]	SÛRETÉS	
Saisie d'une créance		Réforme	
Effet sur la saisie immobilière ayant pour cause cette créance.....	étude 24 [nov.]	Propositions.....	étude 12 [juill.]
Procédure de sauvegarde du créancier.....	étude 24 [nov.]	SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ	
SALARIÉ		Liquidation judiciaire	
Ancienneté		Remise des fonds, documents et archives au nouveau syndic	
Mentions du bulletin de paie		<i>Interdiction des poursuites</i>	comm. 119 [juill.]
<i>Présomption simple</i>	comm. 111 [juill.]	T	
Départ volontaire à la retraite		TRAITEMENT AMIABLE	
Conditions		Statistiques	
<i>Volonté libre</i>	comm. 113 [juill.]	Efficacité.....	dossier 1 [janv.]
Mise à la retraite d'office			
Conditions.....	comm. 112 [juill.]		
Procédure d'insolvabilité			
Transfert d'entreprise			
<i>Choix des travailleurs repris</i>	comm. 167 [nov.]		

S

SALARIÉ

- Procédure d'insovabilité
 - Transfert d'entreprise
 - Choix des travailleurs repris..... **comm. 167 [nov.] 2 [janv.]**

T

TRANSFERT D'ENTREPRISE

- Prepack cession et plan de cession
 - Transfert des salariés
 - Directive n° 2001/23/CE..... **étude 23 [nov.]**

TRIBUNAL DE COMMERCE

- Éligibilité
 - Dirigeants sous procédure collective..... **alerte 25 [sept.]**

V

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

- Juge-commissaire
 - Pouvoirs..... **étude 16 [sept.]**
dossier 44 [nov.]

VOIES DE RECOURS

Appel

- Demande de clôture de la liquidation judiciaire
 - Article L. 643-9 du Code de commerce..... **comm. 4 [janv.]**
- Réalisation de l'actif
 - Propriétaire de l'immeuble..... **comm. 129 [sept.]**
- Responsabilité pour insuffisance d'actif
 - Effet dévolutif de l'appel..... **comm. 178 [nov.]**

Appel-nullité

- Absence d'effet dévolutif
 - Irrégularité de la convocation du débiteur..... **comm. 128 [sept.]**

Mesure d'administration judiciaire

- Rejet de la demande de clôture de la liquidation judiciaire
 - Article L. 643-9, alinéa 1^{er} du Code de commerce..... **comm. 4 [janv.]**

Ordonnance du juge-commissaire

- **dossier 38 [nov.]**

Pourvoi en cassation

- Excès de pouvoir
 - Cession d'entreprise..... **comm. 66 [mai]**
 - Désignation d'un contrôleur..... **comm. 56 [mai]**
- Procédures successives
 - Liquidateur judiciaire..... **comm. 130 [sept.]**

Qualité pour agir

- Contrôleur
 - Conditions..... **comm. 57 [mai]**
comm. 65 [mai]

2008

Septembre

Cass. com., **19 sept. 2008**, n° 17-16.055 [Acte à titre gratuit [C. com., art. L. 632-1, I, 1°]] **comm. 10 [janv.]**

2017

Juin

CJUE, 5^e ch., **8 juin 2017**, n° C-54/16, Vinyls Italia SpA c/ Mediterranea di Navigazione SpA : JurisData n° 2017-011081 [Action révocatoire] **comm. 16 [janv.]**

Novembre

CA Douai, **4 nov. 2017**, n° 17/06358 [Panorama de jurisprudence] **chron. 1 [nov.]**

Décembre

CA Caen, **14 déc. 2017**, n° 16/00135 : JurisData n° 2017-027094 [Acte à titre gratuit [C. com., art. L. 632-1, I, 1°]] **comm. 12 [janv.]**

TGI Lille, **18 déc. 2017**, n° 16/07590 [Panorama de jurisprudence] **chron. 1 [nov.]**

2018

Janvier

CA Bordeaux, **10 janv. 2018**, n° 17/01837 : JurisData n° 2018-000164 [Prescription de l'action en nullité] **comm. 6 [janv.]**

CA Bordeaux, **10 janv. 2018**, n° 17/01837 : JurisData n° 2018-000164 [Acte à titre gratuit [C. com., art. L. 632-1, I, 1°]] **comm. 11 [janv.]**

CA Paris, **10 janv. 2018**, n° 14/12338 : JurisData n° 2018-000294 [Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]] **comm. 13 [janv.]**

Cass. crim., **17 janv. 2018**, n° 16-81.290 : JurisData n° 2018-000319 [Universalité de la faillite] **comm. 165 [nov.]**

CA Colmar, **25 janv. 2018**, n° 16/00101 : JurisData n° 2018-001046 [Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]] **comm. 13 [janv.]**

CA Versailles, **30 janv. 2018**, n° 16/02818 : JurisData n° 2018-001993 [Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]] **comm. 13 [janv.]**

Février

CE, **7 févr. 2018**, n° 399838 : JurisData n° 2018-001442 [Licenciement économique] **comm. 146 [sept.]**

CE, **7 févr. 2018**, n° 409978 : JurisData n° 2018-001713 [Licenciement économique] **comm. 146 [sept.]**

CE, **7 févr. 2018**, n° 403001 : JurisData n° 2018-001709 [Licenciement économique] **comm. 146 [sept.]**

CE, **7 févr. 2018**, n° 403989 : JurisData n° 2018-001429 [Licenciement économique] **comm. 146 [sept.]**

CE, **7 févr. 2018**, n° 407718 : JurisData n° 2018-001432 [Licenciement économique] **comm. 146 [sept.]**

Cass. com., **7 févr. 2018**, n° 16-20.519 [Obligations des dirigeants] **comm. 99 [mai]**

Cass. com., **28 févr. 2018**, n° 16-19.422 : JurisData n° 2018-002729 [Ouverture de la liquidation judiciaire] **comm. 32 [mars]**

CA Limoges, ch. civ., **28 févr. 2018**, n° 18/00551 [Acte étranger à la gestion courante] **comm. 103 [juill.]**

Mars

CA Lyon, **6 mars 2018**, n° 17/00222 : JurisData n° 2018-003004 [Compétence du Tribunal] **comm. 7 [janv.]**

CA Lyon, **6 mars 2018**, n° 17/00222 : JurisData n° 2018-003004 [Action paulienne] **comm. 8 [janv.]**

CA Lyon, **6 mars 2018**, n° 17/00222 : JurisData n° 2018-003004 [Acte à titre gratuit [C. com., art. L. 632-1, I, 1°]] **comm. 9 [janv.]**

Cass. com., **14 mars 2018**, n° 16-27.302 : JurisData n° 2018-003673 [Biens insaisissables] **comm. 52 [mars]**

Cass. com., **28 mars 2018**, n° 16-24.150 [Biens communs] **comm. 51 [mars]**

Avril

CA Metz, **3 avr. 2018**, n° 16/02162 : JurisData n° 2018-005345 [Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]] **comm. 14 [janv.]**

TGI Lille, **6 avr. 2018**, n° 17/09497 [Panorama de jurisprudence] **chron. 1 [nov.]**

Cass. com., **11 avr. 2018**, n° 16-24.312 [Faillite personnelle et interdiction de gérer] **comm. 86 [mai]**

Mai

Cass. com., **3 mai 2018**, n° 15-20.348 [Dessaisissement] **comm. 33 [mars]**

Cass. com., **3 mai 2018**, n° 15-20.348 : JurisData n° 2018-007569 [Qualité pour agir] **comm. 90 [mai]**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 17-10.965 : JurisData n° 2018-007658 [Banquier dispensateur de crédit] **comm. 88 [mai]**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-11.513 : JurisData n° 2018-008579 [Clôture pour insuffisance d'actif] **comm. 34 [mars]**

Cass. 1^{re} civ., **24 mai 2018**, n° 16-26.378 : JurisData n° 2018-008630 [Biens indivis] **comm. 49 [mars]**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-10.117 [Insuffisance d'actif] **comm. 81 [mai]**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-18.918 : JurisData n° 2017-029134 [Sanctions civiles] **comm. 98 [mai]**

Juin

CJUE, **6 juin 2018**, n° C-250/17, Tarrago da Silveira : JurisData n° 2018-012410 [Instances en cours - Loi applicable] **comm. 158 [nov.]**

CA, **6 juin 2018**, n° 17/00169 : JurisData n° 2018-010390 [Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]] **comm. 13 [janv.]**

CA Lyon, **8 juin 2018**, n° 17/01172 : JurisData n° 2018-010066 [Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]] **comm. 13 [janv.]**

CA Lyon, **8 juin 2018**, n° 17/01172 : JurisData n° 2018-010066 [Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]] **comm. 13 [janv.]**

Juillet

Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 17-16.056 : JurisData n° 2018-011785 [Débiteur retiré des affaires] **comm. 27 [mars]**

Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 16-22.621 : JurisData n° 2018-011874 [Fautes de gestion] **comm. 82 [mai]**

Cass. com., **5 juill. 2018**, n° 18-11.743 : JurisData n° 2018-011803 [Interdiction de gérer] **comm. 87 [mai]**

CA Versailles, **5 juill. 2018**, n° 16/05189 : JurisData n° 2018-012513 [Acte commutatif déséquilibré [C. com., art. L. 632-1, I, 2°]] **comm. 14 [janv.]**

CA Douai, **19 juill. 2018**, n° 18/04050 [Panorama de jurisprudence] **chron. 1 [nov.]**

CJUE, **25 juill. 2018**, n° C-338/17, Guigo [Garantie des salaires] **comm. 162 [nov.]**

CA Nancy, **25 juill. 2018**, n° 17/01169 : JurisData n° 2018-013384 [Paiement de dettes non échues [C. com., art. L. 632-1, I, 3°]] **comm. 15 [janv.]**

CA Nancy, **25 juill. 2018**, n° 17/01169 : JurisData n° 2018-013384 [Paiement de dettes non échues [C. com., art. L. 632-1, I, 3°]] **comm. 15 [janv.]**

Septembre

CA Douai, **3 sept. 2018**, n° 17/02241 [Panorama de jurisprudence] **chron. 1 [nov.]**

Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-13.626 : JurisData n° 2018-015021 [Condamnation - Cumul de responsabilités] **comm. 84 [mai]**

Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 17-15.031 : JurisData n° 2018-015022 [Sanctions civiles].....	comm. 96 [mai]
Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 17-13.626 : JurisData n° 2018-015021 [Sanctions civiles].....	comm. 97 [mai]
Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 17-18.516 : JurisData n° 2018-015019 [Déclaration de créance].....	comm. 138 [sept.]
CJUE, 6 sept. 2018 , n° C-17/17, Hampshire [Prestations vieillesse].....	comm. 163 [nov.]
Cass. crim., 12 sept. 2018 , n° 17-83.155 : JurisData n° 2018-015376 [Banqueroute par détournement d'actif].....	comm. 47 [mars]
Cass. com., 19 sept. 2018 , n° 17-12.596 : JurisData n° 2018-016028 [Responsabilité du banquier].....	comm. 89 [mai]
Cass. soc., 20 sept. 2018 , n° 17-11.602 : JurisData n° 2018-015968 [Licenciement économique - Salariés protégés].....	comm. 21 [janv.]
TGI Lille, 25 sept. 2018 , n° 18/6850 [Conciliation].....	comm. 156 [nov.]
CA Rennes, 26 sept. 2018 , n° 16/02327 [Documents de fin de contrat].....	comm. 18 [janv.]

Octobre

Cass. com., 3 oct. 2018 , n° 17-17.812 : JurisData n° 2018-016919 [Activité professionnelle indépendante].....	comm. 26 [mars]
Cass. com., 3 oct. 2018 , n° 17-14.579 : JurisData n° 2018-016913 [Procédure de redressement ou de liquidation].....	comm. 30 [mars]
Cass. com., 3 oct. 2018 , n° 17-14.080 [Procédure de redressement ou de liquidation].....	comm. 31 [mars]
Cass. com., 3 oct. 2018 , n° 17-14.579 : JurisData n° 2018-016913 [Représentation de la personne morale].....	comm. 91 [mai]
Cass. com., 3 oct. 2018 , n° 17-17.812 : JurisData n° 2018-016919 [Conditions relatives au débiteur].....	comm. 121 [sept.]
Cass. 3 ^e civ., 4 oct. 2018 , n° 17-16.764 : JurisData n° 2018-017584 [Dessaisissement].....	comm. 76 [mai]
Cass. com., 17 oct. 2018 , n° 17-16.528 : JurisData n° 2018-018084 [Action en nullité des actes de la période suspecte].....	comm. 2 [janv.]
Cass. com., 17 oct. 2018 , n° 17-16.528 : JurisData n° 2018-018084 [Qualité pour agir].....	comm. 5 [janv.]
Cass. soc., 17 oct. 2018 , n° 17-14.392 : JurisData n° 2018-018016 [Licenciement économique - Procédure de licenciement].....	comm. 19 [janv.]
Cass. 2 ^e civ., 18 oct. 2018 , n° 17-26.459 : JurisData n° 2018-018177 [Gérant de SARL].....	comm. 95 [mai]
Cass. 2 ^e civ., 18 oct. 2018 , n° 17-26.459 : JurisData n° 2018-018177 [Conditions relatives au débiteur].....	comm. 121 [sept.]
Cass. 2 ^e civ., 18 oct. 2018 , n° 17-19.831 : JurisData n° 2018-017999 [Suspension des mesures d'expulsion].....	comm. 124 [sept.]
Cass. crim., 24 oct. 2018 , n° 17-86.749 [Banqueroute et faillite personnelle].....	comm. 48 [mars]

Novembre

Cass. com., 7 nov. 2018 , n° 17-16.176 : JurisData n° 2018-019664 [Clôture de la procédure].....	comm. 4 [janv.]
Cass. soc., 7 nov. 2018 , n° 16-24.089 : JurisData n° 2018-019778 [Licenciement économique - Salarié protégé].....	comm. 20 [janv.]
Cass. soc., 7 nov. 2018 , n° 17-16.252 [Garantie des salaires].....	comm. 24 [janv.]
Cass. com., 7 nov. 2018 , n° 17-21.284 : JurisData n° 2018-019681 [Extension de procédure].....	comm. 29 [mars]
Cass. crim., 7 nov. 2018 , n° 17-85.773 : JurisData n° 2018-019613 [Responsabilité pénale du dirigeant de fait].....	comm. 46 [mars]
Cass. 1 ^{re} civ., 7 nov. 2018 , n° 17-27.272 : JurisData n° 2018-019905 [Biens indivis].....	comm. 50 [mars]
Cass. com., 7 nov. 2018 , n° 17-20.798, Sté Entreprise de travaux industriels et publics [ETIP], et a. / Sté KM et a. [Contrôleurs].....	comm. 56 [mai]
Cass. com., 7 nov. 2018 , n° 17-16.176 : JurisData n° 2018-019664 [Clôture de la procédure].....	comm. 78 [mai]
Cass. com., 7 nov. 2018 , n° 17-21.284 : JurisData n° 2018-019681 [Procédure].....	comm. 80 [mai]

Cass. com., 7 nov. 2018 , n° 17-18.661 [Inexécution de la condamnation].....	comm. 85 [mai]
CJUE, 14 nov. 2018 , n° C-296/17, Wiemer & Trachte [Compétence - Action révocatoire].....	comm. 161 [nov.]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-18.306 : JurisData n° 2018-020806 [Profession libérale - Cotisations sociales].....	comm. 17 [janv.]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-18.307 [Profession libérale - Cotisations sociales].....	comm. 17 [janv.]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-18.309 [Profession libérale - Cotisations sociales].....	comm. 17 [janv.]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-18.310 [Profession libérale - Cotisations sociales].....	comm. 17 [janv.]
Cass. soc., 21 nov. 2018 , n° 17-26.810 : JurisData n° 2018-020713 [Nullité du contrat de travail - Indemnisation des prestations].....	comm. 25 [janv.]
Cass. soc., 21 nov. 2018 , n° 17-11.122 : JurisData n° 2018-020720 [Nullité du licenciement].....	comm. 40 [mars]
Cass. soc., 21 nov. 2018 , n° 17-16.766 : JurisData n° 2018-020718 [Plan de sauvegarde de l'emploi].....	comm. 41 [mars]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-12.761 : JurisData n° 2018-020770 [Biens inaliénables].....	comm. 55 [mars]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-19.479 [Responsabilité des mandataires].....	comm. 59 [mai]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-12.761 : JurisData n° 2018-020770 [Dessaisissement].....	comm. 75 [mai]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-18.978 : JurisData n° 2018-021291 [Contestation de créance].....	comm. 139 [sept.]
Cass. com., 21 nov. 2018 , n° 17-21.025 : JurisData n° 2018-021279 [Banquier dispensateur de crédit].....	comm. 185 [nov.]
CA Douai, 22 nov. 2018 , n° 17/02128 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
Cass. soc., 28 nov. 2018 , n° 17-21.959 : JurisData n° 2018-021367 [Obligation de reclassement].....	comm. 22 [janv.]

Décembre

Cass. com., 5 déc. 2018 , n° 17-25.664 : JurisData n° 2018-022103 [Extension de procédure].....	comm. 1 [janv.]
Cass. com., 5 déc. 2018 , n° 17-20.065 : JurisData n° 2018-022282 [Responsabilité des mandataires].....	comm. 3 [janv.]
Cass. soc., 5 déc. 2018 , n° 17-17.147 : JurisData n° 2018-022067 [Garantie des salaires].....	comm. 23 [janv.]
Cass. com., 5 déc. 2018 , n° 17-25.664 : JurisData n° 2018-022103 [Extension de procédure].....	comm. 28 [mars]
Cass. com., 5 déc. 2018 , n° 17-20.065 : JurisData n° 2018-022282 [Responsabilité des mandataires].....	comm. 58 [mai]
Cass. com., 5 déc. 2018 , n° 17-22.011 : JurisData n° 2018-022301 [Droit transitoire].....	comm. 83 [mai]
CA Douai, 6 déc. 2018 , n° 18/06526 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
CA Douai, 11 déc. 2018 , n° 17/04003 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
T. com. Lille métropole, 14 déc. 2018 , n° 2018PC006483 [Conciliation].....	comm. 156 [nov.]
T. com. Lille, 17 déc. 2018 , n° 2018012681 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
T. com. Lille, 17 déc. 2018 , n° 2018015196 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
CA Besançon, 1 ^{re} ch. civ., 18 déc. 2018 , n° 17/01547 : JurisData n° 2018-024073 [Pouvoir du débiteur].....	comm. 100 [juill.]
Cass. soc., 19 déc. 2018 , n° 17-24.007 : JurisData n° 2018-023925 [Contrat de sécurisation professionnelle].....	comm. 38 [mars]
Cass. soc., 19 déc. 2018 , n° 16-20.522 : JurisData n° 2018-023877 [Requalification du contrat de travail].....	comm. 44 [mars]
Cass. 1 ^{re} civ., 19 déc. 2018 , n° 17-17.551 : JurisData n° 2018-024037 [Biens inaliénables].....	comm. 54 [mars]
Cass. com., 19 déc. 2018 , n° 17-15.883 [Admission au passif - Contestation sérieuse].....	comm. 63 [mai]
Cass. com., 19 déc. 2018 , n° 17-19.309 : JurisData n° 2018-023709 [Admission au passif - Action en nullité de la période suspecte].....	comm. 64 [mai]

Table de jurisprudence

Cass. com., 19 déc. 2018 , n° 17-22.004 : JurisData n° 2018-023704 [Poursuite en cassation - Cession d'entreprise].....	comm. 66 [mai]
Cass. com., 19 déc. 2018 , n° 17-27.947 : JurisData n° 2018-023706 [Groupe de sociétés].....	comm. 71 [mai] comm. 92 [mai]
Cass. com., 19 déc. 2018 , n° 17-17.311 [Professions libérales].....	comm. 114 [juill.]
Cass. com., 19 déc. 2018 , n° 17-15.883 : JurisData n° 2018-023711 [Contestation de créance].....	comm. 139 [sept.]
CA Douai, 20 déc. 2018 , n° 16/06618 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
CE, 6 ^e et 5 ^e ch., 28 déc. 2018 , n° 420243 : JurisData n° 2018-024559 [Rémunération des AJM].....	comm. 61 [mai]
CE, 28 déc. 2018 , n° 420243 : JurisData n° 2018-024559 [Mandataires de justice].....	alerte 2 [janv.]

2019

Janvier

CA Paris, pôle 6, ch. 9, 9 janv. 2019 , n° 16/10020 [Caractère économique du licenciement].....	comm. 35 [mars]
Cass. 2 ^e civ., 10 janv. 2019 , n° 16-24.742 : JurisData n° 2019-000147 [Cautionnement].....	comm. 68 [mai]
Cass. 2 ^e civ., 10 janv. 2019 [Procédure de rétablissement personnel].....	comm. 126 [sept.]
CA Douai, 10 janv. 2019 , n° 17/03597 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
CA Douai, 14 janv. 2019 , n° 17/02683 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
Cass. soc., 16 janv. 2019 , n° 17-24.805 : JurisData n° 2019-000346 [Contrat de sécurisation professionnelle].....	comm. 36 [mars]
Cass. soc., 16 janv. 2019 , n° 17-27.446 : JurisData n° 2019-000349 [Contrat de sécurisation professionnelle].....	comm. 37 [mars]
Cass. soc., 16 janv. 2019 , n° 17-17.475 : JurisData n° 2019-000362 [Plan de sauvegarde de l'emploi].....	comm. 42 [mars]
Cass. soc., 16 janv. 2019 , n° 17-27.685 : JurisData n° 2019-000336 [Salarié protégé].....	comm. 45 [mars]
Cass. com., 16 janv. 2019 , n° 17-16.334 : JurisData n° 2019-000331 [Biens inaliénables].....	comm. 55 [mars]
Cass. com., 16 janv. 2019 , n° 17-25.792 [Responsabilité des mandataires].....	comm. 60 [mai]
Cass. com., 16 janv. 2019 , n° 17-14.002 : JurisData n° 2019-000393 [Cautionnement].....	comm. 68 [mai]
Cass. com., 16 janv. 2019 , n° 17-16.334 : JurisData n° 2019-000331 [Dessaisissement].....	comm. 75 [mai]
Cass. com., 16 janv. 2019 , n° 17-20.725 : JurisData n° 2019-000357 [Groupe de sociétés].....	comm. 93 [mai]
Cass. soc., 16 janv. 2019 , n° 17-12.479 : JurisData n° 2019-000294 [Existence d'un contrat de travail].....	comm. 106 [juill.]
Cass. com., 16 janv. 2019 , n° 17-14.002 : JurisData n° 2019-000393 [Admission des créances].....	comm. 141 [sept.]
Cass. com., 17 janv. 2019 , n° 18-18.498 : JurisData n° 2019-000416 [Condamnation].....	comm. 182 [nov.]
Cass. crim., 19 janv. 2019 , n° 17-80.576 : JurisData n° 2019-000325 [Responsabilité pénale du dirigeant de fait].....	comm. 46 [mars]
Cass. soc., 30 janv. 2019 , n° 17-24.821 : JurisData n° 2019-001086 [Salarié protégé].....	comm. 45 [mars]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-24.584 : JurisData n° 2019-001095 [Biens insaisissables].....	comm. 53 [mars]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-20.793, Sté Entreprise de travaux industriels et publics [ETIP] et a. c/ Sté KM : JurisData n° 2019-001054 [Contrôleurs].....	comm. 57 [mai]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-24.698 : JurisData n° 2019-001181 [Responsabilité des mandataires].....	comm. 60 [mai]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-20.793 : JurisData n° 2019-001054 [Recours contre les ordonnances du juge-commissaire].....	comm. 65 [mai]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 16-18.468 : JurisData n° 2019-001096 [Cautionnement].....	comm. 67 [mai]

Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-22.223 : JurisData n° 2019-001046 [Droit de rétention].....	comm. 70 [mai]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-15.036 : JurisData n° 2019-001029 [Substitution de cessionnaire - Transfert des sûretés].....	comm. 74 [mai]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-24.698 : JurisData n° 2019-001181 [Responsabilité du liquidateur].....	comm. 77 [mai]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-22.223 : JurisData n° 2019-001046 [Réalisation de l'actif].....	comm. 79 [mai]
Cass. soc., 30 janv. 2019 , n° 17-27.796 : JurisData n° 2019-005826 [Priorité de réembauchage].....	comm. 108 [juill.]
Cass. crim., 30 janv. 2019 , n° 18-81.460 : JurisData n° 2019-005558 [Déclaration de créance].....	comm. 133 [sept.]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-31.060 : JurisData n° 2019-001036 [Déclaration de créance].....	comm. 134 [sept.]
Cass. crim., 30 janv. 2019 , n° 17-86.344 : JurisData n° 2019-001043 [Constitution de partie civile - Droit propre].....	comm. 153 [sept.]
Cass. com., 30 janv. 2019 , n° 17-31.009 [Fautes de gestion].....	comm. 180 [nov.]
Cass. 2 ^e civ., 31 janv. 2019 , n° 17-28.440 [Conditions relatives au débiteur].....	comm. 120 [sept.]
CA Douai, 31 janv. 2019 , n° 17/04187 : JurisData n° 2019-001188 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
CA Douai, 31 janv. 2019 , n° 18/03408 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
CA Grenoble, ch. com., 31 janv. 2019 , n° 18/04301 : JurisData n° 2019-001448 [Conversion du redressement en liquidation judiciaire].....	comm. 104 [juill.]

Février

CJUE, 6 févr. 2019 , n° C-535/17, NK : JurisData n° 2019-003373 [Règlement insolvabilité - Champ d'application].....	comm. 159 [nov.]
Cass. 1 ^{re} civ., 6 févr. 2019 , n° 17-28.467 : JurisData n° 2019-001959 [Succession de plans].....	comm. 123 [sept.]
CE, 4 ^e et 1 ^{re} ch. réunies, 13 févr. 2019 , n° 404556 : JurisData n° 2019-001987 [Licenciement économique].....	comm. 145 [sept.]
CE, 10 ^e -9 ^e ch. réunies, 13 févr. 2019 , n° 401752 : JurisData n° 2019-001830 [Interdiction de gérer].....	comm. 184 [nov.]
Cass. com., 13 févr. 2019 , n° 17-23.665 : JurisData n° 2019-002033 [FAIT GÉNÉRATEUR - COTISATIONS SOCIALES].....	comm. 132 [sept.]
Cass., 13 févr. 2019 , n° com. : JurisData n° 2019-001976 [Déclaration de créance].....	comm. 137 [sept.]
Cass. com., 13 févr. 2019 , n° 17-21.216 : JurisData n° 2019-002034 [Contestation de créance].....	comm. 139 [sept.]
Cass. com., 13 févr. 2019 , n° 17-18.049 : JurisData n° 2019-001961 [Conciliation - Confidentialité].....	comm. 157 [nov.]
Cass. com., 13 févr. 2019 , n° 17-22.074 [Responsabilité pour insuffisance d'actif - Procédure].....	comm. 178 [nov.]
Cass. soc., 20 févr. 2019 , n° 17-27.600 : JurisData n° 2019-002439 [Reçu pour solde de tout compte].....	comm. 43 [mars]
Cass. 2 ^e civ., 21 févr. 2019 , n° 18-11.476 : JurisData n° 2019-002585 [Conditions relatives au débiteur].....	comm. 120 [sept.]
Cass. 2 ^e civ., 21 févr. 2019 , n° 18-11.229 [Conditions relatives au débiteur].....	comm. 120 [sept.]
T. com. Bobigny, 21 févr. 2019 , n° 2019R00025 [Mandat ad hoc].....	comm. 155 [nov.]
CA Nîmes, ch. soc., 26 févr. 2019 , n° 16/00046 [Contrat de sécurisation professionnelle].....	comm. 39 [mars]

Mars

Cass. com., 6 mars 2019 , n° 17-20.545 : JurisData n° 2019-003253 [Responsabilité des mandataires].....	comm. 59 [mai]
Cass. com., 6 mars 2019 , n° 17-26.450 : JurisData n° 2019-003395 [Responsabilité des mandataires].....	comm. 60 [mai]
Cass. com., 6 mars 2019 , n° 17-20.545 : JurisData n° 2019-003253 [Responsabilité des mandataires].....	comm. 60 [mai]
Cass. soc., 6 mars 2019 , n° 17-19.442 : JurisData n° 2019-003352 [Garantie des salaires].....	comm. 107 [juill.]

Cass. com., 6 mars 2019 , n° 17-27.607 [Déclaration de créance].....	comm. 135 [sept.]
Cass. com., 6 mars 2019 , n° 17-22.365 : JurisData n° 2019-003392 [Déclaration de créance].....	comm. 136 [sept.]
Cass. com., 6 mars 2019 , n° 17-26.450 : JurisData n° 2019-003395 [Obligation de reclassement].....	comm. 149 [sept.]
Cass. com., 6 mars 2019 , n° 17-22.365 : JurisData n° 2019-003392 [Déclaration de créance].....	comm. 164 [nov.]
Cass. com., 6 mars 2019 , n° 17-26.495 [Lien de causalité].....	comm. 181 [nov.]
CAA Versailles, 14 mars 2019 , n° 18VE04158 : JurisData n° 2019-004411 [Rupture conventionnelle collective].....	comm. 110 [juill.]
Cass. soc., 17 mars 2019 , n° 18-11.416 [Salarié].....	comm. 113 [juill.]
Cass. com., 20 mars 2019 , n° 17-29.009 : JurisData n° 2019-004155 [Hypothèque].....	comm. 69 [mai]
Cass. com., 20 mars 2019 , n° 17-27.527 : JurisData n° 2019-004152 [Élaboration du plan].....	comm. 72 [mai]
Cass. com., 20 mars 2019 , n° 17-27.527 : JurisData n° 2019-005189 [Conversion du redressement en liquidation judiciaire].....	comm. 105 [juill.]
Cass. com., 20 mars 2019 , n° 17-22.417 : JurisData n° 2019-004171 [Copropriétés].....	comm. 119 [juill.]
Cass. 2° civ., 21 mars 2019 , n° 18-14.632 : JurisData n° 2019-004248 [Conditions relatives à la situation patrimoniale].....	comm. 122 [sept.]
Cass. 2° civ., 21 mars 2019 , n° 18-10.468 : JurisData n° 2019-004162 [Voies de recours].....	comm. 125 [sept.]
CA Amiens, ch. éco., 21 mars 2019 , n° 18/03870 : JurisData n° 2019-004311 [Acte de gestion courante].....	comm. 101 [juill.]
Cass. soc., 27 mars 2019 , n° 17-23.586 [Rupture conventionnelle].....	comm. 109 [juill.]
Cass. soc., 27 mars 2019 , n° 18-12.792 : JurisData n° 2019-004575 [Reçu pour solde de tout compte].....	comm. 151 [sept.]

Avril

CA Douai, 1^{er} avr. 2019 , n° 18/01221 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
Cass. com., 3 avr. 2019 , n° 18-10.469 : JurisData n° 2019-004973 [Action en paiement des créanciers postérieurs privilégiés].....	comm. 62 [mai]
Cass. soc., 3 avr. 2019 , n° 17-19.381 : JurisData n° 2019-005126 [Salarié].....	comm. 111 [juill.]
Cass., 3 avr. 2019 , n° com. : JurisData n° 2019-004968 [Voies de recours].....	comm. 129 [sept.]
Cass. com., 3 avr. 2019 , n° 17-26.240 [Lien de causalité].....	comm. 181 [nov.]
Cass. soc., 10 avr. 2019 , n° 18-11.930 : JurisData n° 2019-005572 [Procédure de licenciement].....	comm. 152 [sept.]
Cass. soc., 17 avr. 2019 , n° 17-29.017 : JurisData n° 2019-006087 [Salarié].....	comm. 112 [juill.]
Cass. com., 17 avr. 2019 , n° 17-27.058 : JurisData n° 2019-006154 [Avertissement des créanciers].....	comm. 131 [sept.]
Cass. soc., 17 avr. 2019 , n° 17-19.852 [Procédure de licenciement].....	comm. 152 [sept.]
Cass. com., 17 avr. 2019 , n° 18-11.743 : JurisData n° 2019-006247 [Responsabilité pour insuffisance d'actif - Procédure].....	comm. 179 [nov.]
Cass. com., 17 avr. 2019 , n° 18-11.685 [Interdiction de gérer].....	comm. 183 [nov.]
Cass. com., 17 avr. 2019 , n° 18-11.743 : JurisData n° 2019-006247 [Interdiction de gérer].....	comm. 183 [nov.]
CA Paris, pôle 5, ch. 3, 17 avr. 2019 , n° 18/10182 [Acte étranger à la gestion courante].....	comm. 102 [juill.]

Mai

TGI Lille, 7 mai 2019 , n° 18/03782 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
Cass. com., 15 mai 2019 , n° 18-12.441 : JurisData n° 2019-007960 [Voies de recours].....	comm. 130 [sept.]
CJUE, 16 mai 2019 , n° C-509/17, Plessers [Procédure d'insolvabilité].....	comm. 167 [nov.]

Cass. soc., 22 mai 2019 , n° 18-13.390 : JurisData n° 2019-008589 [Procédure de licenciement].....	comm. 152 [sept.]
Cass. com., 29 mai 2019 , n° 18-14.911 : JurisData n° 2019-009059 [Contestation de créance].....	comm. 140 [sept.]
Cass. com., 29 mai 2019 , n° 18-14.844 [Universalité de la faillite].....	comm. 165 [nov.]

Juin

CA Montpellier, 5 juin 2019 , n° 18/01126 [Licenciement économique].....	comm. 148 [sept.]
Cass. 3° civ., 6 juin 2019 , n° 18-12.667 : JurisData n° 2019-010612 [Agriculteur].....	comm. 118 [juill.]
TGI Lille, 7 juin 2019 , n° 18/00300 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
TGI Lille, 7 juin 2019 , n° 18/00681 [Panorama de jurisprudence].....	chron. 1 [nov.]
CE, 4 ^e et 1 ^{er} ch., 12 juin 2019 , n° 410987 : JurisData n° 2019-009928 [Licenciement économique].....	comm. 147 [sept.]
Cass. soc., 12 juin 2019 , n° 17-26.197 : JurisData n° 2019-009962 [Compétence].....	comm. 127 [sept.] comm. 142 [sept.]
Cass. soc., 12 juin 2019 , n° 18-10.788 : JurisData n° 2019-010002 [Contrat d'apprentissage].....	comm. 143 [sept.]
CA Toulouse, 14 juin 2019 , n° 17/04299 : JurisData n° 2019-014376 [Licenciement].....	comm. 144 [sept.]
CA Paris, 18 juin 2019 , n° 17/08902 : JurisData n° 2019-017807 [Période d'essai].....	comm. 176 [nov.]
Cass. com., 26 juin 2019 , n° 17-27.498 : JurisData n° 2019-011210 [Voies de recours].....	comm. 128 [sept.]

Juillet

Cass. com., 9 juill. 2019 , n° 17-28.792 : JurisData n° 2019-012695 [Banquier dispensateur de crédit].....	comm. 186 [nov.]
Cass. soc., 10 juill. 2019 , n° 18-11.528 : JurisData n° 2019-012171 [Procédure de licenciement].....	comm. 150 [sept.]
Cass. soc., 10 juill. 2019 , n° 19-40.019 : JurisData n° 2019-012161 [Garantie des salaires].....	comm. 169 [nov.]
Cass. soc., 10 juill. 2019 , n° 17-22.821 [Licenciement économique].....	comm. 174 [nov.]
CE, 1 ^{er} et 4 ^e ch. réunies, 24 juill. 2019 , n° 411058 : JurisData n° 2019-013080 [Licenciement économique].....	comm. 173 [nov.]

Août

Cass. crim., 7 août 2019 , n° 40003 : JurisData n° 2019-014182 [Saisie pénale].....	étude 24 [nov.]
--	------------------------

Septembre

Cass. soc., 11 sept. 2019 , n° 17-28.597 [Garantie des salaires].....	comm. 170 [nov.]
Cass. soc., 11 sept. 2019 , n° 18-12.606 : JurisData n° 2019-015498 [Licenciement - Calcul de l'indemnité].....	comm. 171 [nov.]
Cass. soc., 11 sept. 2019 , n° 18-18.414 : JurisData n° 2019-015486 [Licenciement économique].....	comm. 172 [nov.]
Cass. soc., 11 sept. 2019 , n° 17-21.976 : JurisData n° 2019-015509 [Période d'essai].....	comm. 176 [nov.]
CJUE, 18 sept. 2019 , n° C-47/18, Riel [Règlement insolvabilité - Champ d'application].....	comm. 160 [nov.]
Cass. soc., 25 sept. 2019 , n° 17-31.125 [Contrat de travail].....	comm. 168 [nov.]
Cass. soc., 25 sept. 2019 , n° 18-11.018 : JurisData n° 2019-016494 [Obligation de reclassement].....	comm. 175 [nov.]
Cass. soc., 25 sept. 2019 , n° 17-27.180 : JurisData n° 2019-016513 [Procédure de licenciement].....	comm. 177 [nov.]

Octobre

Cass. com., 17 oct. 2019 , n° 19-14.098 : JurisData n° 2019-018070 [Dépôt des comptes annuels].....	comm. 154 [nov.]
T. com. Bobigny, 6 ^e ch., 17 oct. 2019 [Compétence internationale].....	comm. 166 [nov.]

2018

Octobre

D. n° 2018-834, **1^{er} oct. 2018** : JO 3 oct. 2018, texte n° 17 [*Indicateur FIBEN*] **alerte 4 [janv.]**

Novembre

A., **30 nov. 2018** : JO 6 déc. 2018, texte n° 12 [*Greffiers des tribunaux de commerce*] **alerte 5 [janv.]**

Décembre

D. n° 2018-1156, **14 déc. 2018**, révisant le barème des saisies et cessions des rémunérations : JO 16 déc. 2018, texte n° 8 [*Saisie des rémunérations*] **alerte 8 [janv.]**

2019

Mai

L. n° 2019-469, **20 mai 2019**, pour la protection foncière des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale : JO 21 mai 2019, texte n° 1 [*Agriculteur*] **comm. 117 [juill.]**

L. n° 2019-486, **22 mai 2019**, relative à croissance et à la transformation des entreprises : JO 23 mai 2019, art. 64 [*Cession du bail*] **comm. 73 [mai]**

L. n° 2019-486, **22 mai 2019**, relative à la croissance et la transformation des entreprises du 22 mai 2019, dite « Loi Pacte » : JO 23 mai 2019, texte n° 2 [*Agriculteurs*] **comm. 116 [juill.]**

Juin

D. n° 2019-556, **4 juin 2019**, relatif au dispositif de soutien en faveur des exploitations en difficulté : JO 5 juin 2019, texte n° 16 [*Agriculteurs*] **comm. 115 [juill.]**

A., **4 juin 2019**, fixant le montant et certaines modalités de mises en œuvre des aides pour les exploitations agricoles en difficulté : JO 5 juin 2019, texte n° 19 [*Agriculteurs*] **comm. 115 [juill.]**

2018

Novembre

Rép. min. n° 11865 : JOAN Q 27 nov. 2018, p. 10747

[Liquidation judiciaire] alerte 9 [janv.]

Interdiction de gérer

- **Mise en demeure des contrôleurs à l'encontre du mandataire judiciaire ou du liquidateur en vue d'une action en interdiction de gérer,**

par Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC [EA 3992].....

formule 1 [mai]

- **Assignment en interdiction de gérer par les contrôleurs,**

par Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC [EA 3992].....

formule 3 [sept.]

© LexisNexis SA 2019

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnellespouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "